

René MASSON

L'USURE

AU MOYEN-AGE

THÈSE

Pour le Doctorat es-Sciences Politiques et Économiques

Présentée le 1^{er} Février 1923

PRÉSIDENT : M. CHÉNON,

SUFFRAGANTS : { MM. DESCHAMPS,
PAUL FOURNIER,
Professeurs

VERSAILLES

IMPRIMERIE "LA FOURMI"

15, Rue de Viroflay, 15

1923

**La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;
ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.**

René MASSON

L'USURE

AU MOYEN-AGE

THÈSE

Pour le Doctorat es-Sciences Politiques et Économiques

Présentée 1e

PRÉSIDENT : M.

CHÉNON,

SUFFRAGANTS : MM.

DESCHAMPS,

PAUL FOURNIER,

Professeurs

VERSAILLES

IMPRIMERIE "LA FOURMI"

15, Rue de Viroflay, 15

1922



INTRODUCTION

Le prêt à intérêt interdit par l'Eglise, le bras séculier mis au service de ses décrets, le pouvoir royal et le pouvoir religieux s'alliant étroitement pour prohiber l'usure, celle-ci abandonnée à des Juifs et à des étrangers de mauvais renom, telle est la thèse généralement admise par les auteurs.

Nous croyons que l'examen de quelques textes fera ressortir une réalité un peu différente : l'Eglise, par la voix de ses Pères et de ses Conciles condamnait en effet le prêt à intérêt, l'usure (1), comme on disait alors, mais le roi, tout en proclamant le but chrétien de ses prohibitions n'avait en vue que ses intérêts fiscaux : s'étant saisi du droit d'interdire et de réprimer l'usure, il accordait des privilèges à qui les lui achetait, aussi bien à des chrétiens qu'à des Juifs ou à des Lombards. Et si Juifs et Lombards paraissent jouir d'un quasi monopole, c'est que le roi retirait d'eux un bénéfice plus fort, leur richesse permettant de les taxer plus lourdement, et leur qualité d'étrangers ne les garantissant pas contre des expulsions fructueuses.

(1) « *Usura est ubi amplius requiritur quam datur* », dit un capitulaire se 806. Boretius. *Capitularia R. F. T. I*, p. 132. « *Usuras autem intelligimus quicquid est ultra sortem* » dit l'ordonnance de 1254, § 33, Isambert, *Anciennes lois*, t. I, . 273.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547506_0025

I

LA PROHIBITION DE L'USURE

I. — L'USURE A ROME

Le droit romain a eu une influence considérable sur la législation du prêt à intérêt au début du moyen âge, et sur la pratique de l'usure dans le cours entier de cette période de l'histoire du monde. Le droit romain régnait en maître quand l'Eglise naissante se heurta à sa puissance : une lutte s'engagea entre la doctrine chrétienne toujours ardente vers la perfection, et la législation de cette nation romaine, avide, dure aux faibles, réaliste et païenne. Les pays du midi en particulier, plus imprégnés de l'influence romaine, opposeront aux lois de l'Eglise et du roi une résistance tenace; la Renaissance païenne donnera un renouveau de vitalité aux coutumes romaines, qui triompheront finalement, mais seulement quand les progrès économiques auront opéré dans la vie sociale des modifications profondes.

Pendant les trois premiers siècles de Rome, le prêt à intérêt était librement pratiqué : aucune loi n'en réglait le taux. Au *mutuum*, contrat essentiellement gratuit, l'usage avait ajouté une stipulation *d'usuræ*.

L'argent était entre les mains des patriciens, et sa rareté leur permettait d'en obtenir un prix considérable. Le droit primitif, dur jusqu'aux plus extrêmes conséquences, allait jusqu'à autoriser les créanciers à se partager le corps de leur débiteur. Aussi l'usure accable les plebeïens, et les

révoltes de la plèbe sont fréquentes. Après la retraite de la plèbe sur le Mont Sacré, en l'an 260 de Rome, la création du Tribunal permet l'insertion dans la loi des XII Tables d'une disposition fixant d'une manière précise le taux maximum de l'intérêt : c'est l'*unciarium fœnus*. Les auteurs ne sont pas d'accord sur sa valeur, 1 %, 8 1/3 % ou 100 %. En 407, le taux est abaissé de moitié : c'est le *Semiunciarium fœnus*. En 412, une loi *Genucia* prohibe le prêt à intérêt, mais, comme toute loi excessive, manque son effet et laisse bientôt reparaître l'usure.

A l'époque de Cicéron, vint de Grèce la pratique de compter les intérêts, par mois, ce qui permettait au créancier de joindre au capital l'intérêt échu du mois. Le terme choisi était le jour des calendes, les intérêts prenaient le nom de *centesimæ*. Le taux qu'à cette époque les édits des gouverneurs de province et la jurisprudence considèrent comme un maximum est la *centesima usura*, c'est-à-dire 1 % par mois, ou 12 % par an. C'est ce taux qui sous l'Empire et jusqu'à Justinien reste le taux légal le plus élevé.

Mais les taux usuraires vont jusqu'à 24 et 48 %. Plutarque rapporte dans la vie de Lucullus, que l'usure était tellement forte que les pères étaient obligés de vendre leurs petits enfants et leurs filles, et de se vendre eux-mêmes à leurs créanciers.

La chute des premiers Césars marque le commencement de la décadence romaine : les troubles publics, les guerres civiles ne cesseront plus, la désorganisation sociale ira s'accroissant jusqu'aux Invasions. Le taux de l'intérêt subit le contre-coup de l'état économique, et dès les premiers temps de l'Eglise, l'attention des pontifes chrétiens se tournera vers les abus engendrés par l'usure.

La loi civile permettra d'ailleurs l'usure jusqu'à la fin

(1) *Vie de Lucullus*, par Plutarque, 35, 36.

de l'Empire. Constantin maintint à 12 % le taux de l'intérêt de l'argent, et à 50 % l'intérêt des fruits secs et liquides. Justinien ne permet le taux de 12 % que pour les prêts de choses fongibles et les prêts à la grosse aventure, les commerçants ne doivent prêter qu'à 8 %, les particuliers à 6 % et les personnes illustres à 4 % seulement.

L'empereur Basile interdit le prêt à intérêt, mais son fils Léon le Philosophe revient aux lois de Justinien.

II. — LA DOCTRINE DE L'ÉGLISE

I. -- LES PÈRES DE L'ÉGLISE

Les écrits des auteurs profanes dénonçaient les abus des usures, les premiers écrivains chrétiens s'élevèrent avec force contre « cette lèpre envahissante ». Dans le triste état économique de l'Empire, les prêts n'avaient nullement pour objet un emploi fructueux : prêts de riches à des pauvres, ils servaient à parer aux nécessités immédiates, sacrifiant le lendemain au jour présent.

L'argument d'Aristote, la stérilité de l'argent (1), ne pouvait que paraître un fait absolu : la pratique soutenait la théorie, et les funestes effets des prêts à la consommation illustraient tragiquement ce qui était condamné comme immoral. « *Mutuum date nihil indè sperantes* » disait l'Evan-

(1) « L'argent ne fait pas de petits » dit Aristote. « On a surtout raison d'exécrer l'usure, parce qu'elle est une acquisition née de l'argent lui-même détourné de sa destination, car l'argent ne devrait servir qu'aux échanges, et l'intérêt qui en est tiré le multiplie lui-même; l'intérêt de l'argent est de l'argent et c'est la moins naturelle des acquisitions. » *Traité de la Politique*, liv. I, cha. III, § 23.

gile (1). De ce texte et de l'argument d'Aristote, les Pères et les théologiens du Moyen Age ont tiré toute leur doctrine.

L'usurier ne travaille pas : c'est le travail d'autrui qu'il exploite. « Que loin de profiter de la détresse des emprunteurs, dit saint Basile (2), pour leur extorquer le peu de biens qui leur restent, les usuriers les assistent de leur bourse, sans y rechercher une occasion de lucre... Les emprunts sont une occasion de mensonges, d'ingratitude, de perfidies... Faire l'usure, c'est recueillir où l'on n'a rien semé. »

« Ne demande pas un produit au cuivre et à l'or, matières stériles, s'écrie saint Grégoire de Nysse (3). Ce n'est pas la nature qui lui donne naissance, mais l'avarice qui a le pouvoir de faire que les choses stériles et inanimées deviennent productives » (4).

Et saint Grégoire de Naziance : « Voyez cet autre qui souille la terre de ses usures, moissonnant où il n'a rien semé, augmentant ses richesses, non par la culture de la terre, mais par la misère des pauvres » (5). Saint Jean Chrysostome n'est pas moins énergique : « Quoi de plus déraisonnable que de semer sans terre, sans pluie, sans charrue ? Aussi, tous ceux qui s'adonnent à cette damnable agriculture n'en moissonnent que l'ivraie, qui sera jetée dans les flammes éternelles. Retranchons donc ces enfantements monstrueux de l'or et de l'argent, étouffons cette exécration fécondité » (6).

Les Pères de l'Eglise latine parlent de même : prêter à intérêt, c'est « s'enrichir aux dépens d'autrui » dit saint Ambroise (7). « Les usures sont des rapines » dit saint Augustin (8). Saint Thomas dira à son tour : « le prêt à intérêt, c'est

(1) Saint Luc, IV. 35.

(2) *Homélie contre les Usuriers*. In Ps. XIV.

(3) *Homélie contre les Usuriers*

(4) In *Ecclesiast.*

(5) *Orat.* 15.

(6) *Hom.* 56.

(7) *De Tobia* C. 2, 5, 6, 14, 15.

(8) In *psalm*, 36, ver. 3.

l'exploitation d'autrui, car par le prêt à intérêt on vend à autrui sa propre industrie, son propre travail. » Albert le Grand, saint Bonaventure, saint Raymond de Pennafort reprendront les mêmes arguments.

II. -- LES CONCILES ET LES PAPES

Les docteurs chrétiens blâmaient l'usure, mais l'Eglise n'était pas assez forte pour se mettre en opposition avec les lois civiles. Ce fut assez tard que les lois ecclésiastiques devinrent rigoureuses. A l'origine, les chrétiens, prêtres et laïcs, prêtaient à usure. L'autorité intervint progressivement.

Saint Paul veut « que les Diacres ne soient point avides d'un gain honteux » (1). Saint Clément, pape de 91 à 100, dans le XLIV^e canon des Apôtres, interdit le prêt à intérêt aux ecclésiastiques, sous peine de déposition (2). A la fin du III^e siècle, le Concile d'Elvire en Espagne, canon 20, punit de la dégradation les clercs qui s'adonnent à l'usure, et pour les laïcs, veut qu'on leur pardonne, si, après avoir été réprimandés, ils s'en abstiennent; s'ils persistent : qu'on les chasse de l'Eglise (3). Le premier Concile d'Arles en 314 défend l'usure aux ecclésiastiques (can. 12).

Le concile de Nicée en 325 (canon 17) interdit l'usure aux seuls ecclésiastiques, sous peine d'être déposés de la cléricature.

En 348, le Concile de Carthage, can. 13, condamne l'usure des laïcs (4). Saint Léon le Grand, pape de 440 à 455, interdit aux civils de pratiquer le prêt à intérêt (5). Cependant à cette époque, dans les Gaules « le prêt à intérêt est pratiqué par les hommes les plus considérables et les plus honorés » (6),

(1) 1^{re} Epit. de Saint Paul à Timothée, chap. III, § 2.

(2) Cité par G. de Pascal. *Essai historique sur l'usure*, dans *Association Catholique*, 1890. XXX. p. 269.

(3) Labbe, *Concilia*, t. I, p. 974.

(4) Labbe, *loc. cit.*, II, 717, 8.

(5) Liegeois. *Essai sur l'histoire et la législation de l'usure*, p. 76.

(6) Troplong. *Traité du Prêt*, p. CVII.

comme des évêques, prêtant à l'intérêt de 1 % par mois. Au vi^e siècle, un évêque trouve légitime l'intérêt que lui réclame le roi Theodebert (1).

C'est à partir du ix^e siècle que l'Eglise intervient plus énergiquement. En 819 le sixième Concile de Paris, en 845 le Concile de Meaux, en 855 le troisième Concile de Valence s'élèvent contre l'usure. Le Concile de Reims, sous Léon IX, prononce : « ne quis clericus, vel laïcus usuras exerceret », can. 7. — Le Concile de Latran, en 1179, excommunie les usuriers publics et les prive de la sépulture chrétienne (2).

— Le Concile de Lyon en 1274, excommunie les seigneurs et les villes qui protégeaient des usuriers (3). Le Concile de Vienne en 1311 déclare solennellement : « Si quis in illum errorem inciderit ut pertinaciter affirmare praesumat exercere usuras non esse peccatum, decernimus eum velut haereticum puniendum » (4).

Ainsi, tous les siècles sont marqués des défenses des papes ou des conciles. La voix de l'Eglise s'élève chaque fois plus puissante et plus sévère, et lorsqu'au xvi^e siècle, sous la critique des Calvinistes, les casuistes relâchés s'efforceront de pallier les usures détournées, de nombreux conciles relèveront le défi (5).

(1) Troplong. *id.* p. CX.

(2) Can. 25, « ne manifestus usurarius recipiatur ad communionem altaris... nec christianam accipiat sepulturam » Mansi. *Collect. Concil.*, t. XXII, p. 231.

(3) Can. 26. Mansi. *Loc. cit.*, t. XXIV, p. 99.

(4) Clémentines lib., V, Tit. V. De usuris, cap. unic. *Corp. J. Canonici*, t. II, p. 1184.

(5) Milan 1565, Malines 1566, Melun 1579, Bordeaux 1582, Reims 1583, Toulouse 1590, Narbonne 1609, etc...

III. — LA SOCIÉTÉ FÉODALE ET LES NÉCESSITÉS ÉCONOMIQUES

Les cinq siècles que dure l'histoire du Moyen Age ont vu des époques bien différentes. L'écroulement de l'Empire de Charlemagne avait plongé la France dans une anarchie complète. Les efforts continus des premiers Capétiens, et surtout de Philippe-Auguste, préparent le règne bienfaisant de saint Louis. C'est l'apogée et la plus belle page de l'histoire de ce temps. Le long règne de Philippe le Bel achève l'organisation de l'administration royale; mais la terrible guerre de Cent Ans allait bientôt ruiner le royaume : le relèvement se fera seulement sous Louis XI, avec le début des temps modernes.

L'état économique du royaume subit l'influence de l'état politique. Les guerres continuelles, guerres civiles et guerres étrangères, entravent le commerce et appauvrissent le pays. Pendant la guerre de Cent Ans, « le royaume était en si grant povreté, dit Ph. de Commines, qu'il y courut longtemps monnoye comme de cuir, qui avait ung petit don d'argent ». Les famines sont fréquentes : au ^xⁱ siècle, dans l'espace de soixante-treize ans, on compte quarante-huit années de disettes partielles ou générales (1). Sous le seul règne de Philippe-Auguste, il y eut onze famines (2). Les croisades, par l'effort qu'elles nécessitent, sont également une cause d'appauvrissement. Pendant les périodes de paix intérieure, elles entraînent vers l'Orient, barons et vassaux, laissant les fiefs sans maîtres, et drainant toutes les ressources disponibles.

Aussi la société du Moyen Age, depuis le roi jusqu'au

(1) Lavissee, *Histoire de France*, t. II, 2, p. 30.

(2) Lavissee, *l. c.* T. III, 1, p. 299.

menu peuple, est-elle une société de besogneux. Le besoin d'argent se fait sentir toujours, soit pour les guerres, soit pour les fêtes, soit pour la croisade, soit pour la vie quotidienne. L'argent manque et il faut l'emprunter : emprunts à la consommation, prêts stériles, argent qu'il faudra rendre, à échéance plus ou moins lointaine, mais doublé, décuplé, car plus l'argent est rare, plus il est cher, et les risques de toute nature que courent les prêteurs le font plus cher encore.

Tous empruntent : le roi d'abord, dont le trésor est vide : on le voit emprunter de grosses sommes, comme Charles V en 1378, qui reçoit des Juifs 20.000 francs d'or payables en quatre termes et 200 francs d'or par semaine (1), ou de toutes petites sommes, comme en 1369 : les Juifs prêtent au roi 100 francs d'or (2).

Les seigneurs suivent l'exemple du roi : « plusieurs Italiens et Outremontains et aussi juys... ont marchandé avec aucuns Prélats, Barons et autres personnes nobles et non nobles, contre les défenses royauls, et ont fait plusieurs contraux usuraires... » dit le mandement du 3 juin 1340 (3). La haute noblesse, les prélats, les abbayes, les petits nobles empruntent et se ruinent (4).

Ils se ruinent facilement : Jean de Germolles avait reçu des Lombards 140 florins en 1334; successivement, en 1347 et en 1350 il reconnaît leur en devoir 300 et 900 ! Il en avait déjà remboursé 400, en devait donc encore 1800, payables en neuf ans, quand le roi, ayant confisqué les dettes des Lombards, lui donna des lettres de décharge moyennant les 140 florins de sa dette primitive. Les obligations faites par Ger-

(1) *Ordonnances des Rois de France*, recueil par Laurière, Paris 1723, T. VI, p. 339.

(2) Mandement de Charles V n° 512, cité par Vuitry. *Etudes sur le régime financier de la France avant la Révolution*, Paris 1883, p. 481.

(3) *Ordon.*, T. II, p. 143.

(4) Voy., Luchaire. *La société Française au temps de Ph. Auguste*, p. 346 et suiv, et Depping, *Les Juifs dans le Moyen-Age*, p. 173.

molles étaient scellées des sceaux du pape, du roy, du duc de Bourgogne, et de l'Official de Châlons, et il avait donné trois cautions (1). Ce fait n'est pas isolé, et il ne peut étonner quand on voit le roi d'Angleterre Edouard III emprunter 5.000 marcs pour son voyage en France, moyennant 2.000 marcs d'intérêts (2).

Le peuple n'a pas un moindre besoin d'argent : le roi interdit de prêter aux ouvriers, mais la nécessité ne connaît pas de loi : Depping cite (3) un document montrant plusieurs centaines d'artisans réclamant chacun de toutes petites sommes qui leur avaient été prêtées par les Juifs. Il ne faudrait pas croire cependant que tous les prêts fussent faits à la consommation : « Les rois, dit Thomassin (4), n'avaient pas banni les usuriers, parce qu'ils appréhendaient qu'en les bannissant tous à la fois, l'agriculture, la marchandise et le trafic ne cessassent, faute de trouver personne qui voulût prêter et faire les avances nécessaires. » C'est ce que les conseillers de saint Louis soutenaient devant ce roi : « asserentes quod populus vivere non poterat sine mutuo, nec terra excoli, nec ministeria, nec mercimonia exerceri » (5). C'est la raison qu'invoqueront les rois quand ils rappelleront les Juifs ou accorderont des privilèges d'usure : c'est « de commune clamour du peuple » que Louis X rappelle les Juifs en 1315 (5). Jean le Bon en 1360, dit : « pour certaines causes regardant et touchant le prouffit commun de nostre dit royaume » (6). Charles V, en 1374, prolonge le délai de séjour des Juifs « pour le proffit commun de ycellui royaume

(1) Lettres du 18 septembre 1350. *Ordonn.*, T. IV, p. 80.

(2) Cité par Depping, *loc. cit.*, p. 216.

(3) P. 180.

(4) *Traité de négoce et de l'usure*, 1697, p. 485.

(5) Duchesne, *De vita et actibus Ludovici noni*, T. 5, p. 471, cité par Tro long, *loc. cit.*, p. CXVII.

(5) *Ordonn.*, T. I., p. 595.

(6) *Ordonn.*, T. III, p. 473.

et des dessus diz habitanz » (1). Charles VI en 1381, accorde des privilèges à des Lombards de Noyon « pour certaines consideracions et causes regardans et touchans le proffit commun de nous et de nostre royaume... » (2). Louis XI en 1461, confirme l'établissement de Lombards à Laon. « qui longtemps ont continuellement tenus leurs hostels audit Laon, presté leur argent et secouru à plusieurs povres laboureurs pour entretenir et labourer leurs héritages ou pays de Laonnoys, qui a esté le bien publique... ils ont secouru à plusieurs de nos subjects qui eussent laissez leurs héritaiges en savart » (3). Le même Louis XI, accordant des privilèges d'usure à la ville de Tournay parle « des montes qui estoient utiles et prouffitables pour nos subgects et manans » (4).

Le besoin de prêteurs se faisait si bien sentir pour le commerce, qu'en 1327, l'ordonnance sur le rétablissement des foires de Champagne et de Brie (5), ordonne aux Italiens et Outremontains de venir aux foires ou de sortir du royaume.

IV. — LA LOI CIVILE

PROHIBITION

En présence des besoins économiques du pays, que va faire la loi civile ? Tant que la législation romaine dominera, le prêt à intérêt sera permis, et nous l'avons vu, pratiqué par des personnages de haut rang.

(1) *Ordonn.*, T. VI, p., 44.

(2) *Ordonn.*, T. VII, p. 737.

(3) *Ordonn.*, T. XV, p. 255.

(4) *Ordonn.*, T. XVII, p. 191.

(5) *Ordonn.*, T. I, p. 800.

Les premières interdictions remontent aux capitulaires. Il semble cependant que ceux-ci n'interdisaient formellement l'usure qu'aux clercs et se bornaient à en déconseiller la pratique aux laïcs : « ut ipsi sacerdotes verbo et exemplo omnibus praedicent, ut nullus usuras accipiat » dit un capitulaire de 807 (1).

En 1122 l'Abbaye de Saint-Denys reçoit de Louis VI le droit de connaître du crime d'usure (2), preuve que l'usure était interdite et punie par le roi.

Philippe-Auguste en 1181, accorde aux habitants de Châteauneuf (3) des privilèges d'usure : elle était donc interdite à tous autres.

L'établissement de 1188, sur les dettes des Croisés, décide que les Croisés qui devront « tam judaeis quam christianis » se libéreront en trois termes : « usura autem non currit super aliquem ».

Saint Louis édicte contre l'usure des mesures radicales : défense à tous, Chrétiens, Juifs ou Lombards de prêter à usure. « De christianis vero statuimus, quod nullas usuras de debitis contrahendis eos faciemus habere nos, seu barones nostri » dit l'ordonnance de décembre 1230, § 4, ajoutant pour préciser : « usuras autem intelligimus quidquid est ultra sortem » (4).

La même défense est renouvelée en 1254 : « De christianis

(1) Boretius, *Capitularia regum Francorum*, t. I, p. 364. Un autre capitulaire de 826 dit « Et a turpibus lucris et usuris non solum ipsi abstineant, verum etiam plebes sibi subditas abstinere instituant » Boretius, t. I, p. 312. Un arrêt de règlement du 10 janvier 1777, Isambert, t. XXIV, p. 325, et Troplong, *Du Prêt*, p. CXI, citent un capitulaire d'Aix-la-Chapelle de 789 interdisant l'usure à tous : « Omnino omnibus interdictum est ad usuram aliquid dare ». Ce capitulaire ne s'adresse qu'aux ecclésiastiques, et il interdit l'usure à tous les ecclésiastiques, et non aux seuls évêques ou prêtres. Troplong cite encore un capitulaire de 813 disant « usuram, non solum clerici, sed nec laici christiani exigere debent ». Ce capitulaire n'est donné ni par Baluze ni par Boretius : il se trouve dans un recueil de 1588. Paris. *Karoli Magni et Ludovici Capitula*. Liv. 5, C. XXXVI. p. 121, verso.

(2) *Ordonn.*, T. XI. p. 181.

(3) *Ordonn.*, T. XI. p. 221.

(4) *Ordonn.*, T. I. p. 53.

vero, prohibemus districte, quod nullas usuras haberi faciant barones, senescalli nostri, vel alie quecumque persone eisdem (1) ». Et les peines contre les usuriers chrétiens sont la confiscation et le « renvoi devant l'Eglise, car il appartient à l'Eglise de châtier le pêcheur (2) ». Les Lombards, Caorcins et autres usuriers étrangers sont chassés du royaume, à moins qu'ils n'y circulent que pour y faire le commerce et non pour y exercer leurs usures (3). Même les Juifs ne trouvent pas grâce devant le saint roi : « judei cessent ab usuris », « et vivant omnes judei de laboribus manuum suarum, vel de negociationibus sine terminis vel usuris (4) ».

Philippe le Hardi renouvelle les défenses paternelles, même contre les Lombards (5), et contre les Juifs : « ut judaei vivant de laboribus manuum suarum, vel de negotiis legitimis... et cessent ab usuris omnino (6) ».

Philippe le Bel édicte une prohibition générale : « Défendons à toutes personnes et à singulières, soient de nostre royaume, ou dehors, que nul ne fasse, use, ne accoustume de faire nulle manières d'usures.. (7) ».

Philippe de Valois défend l'usure, mais avec modération, car il ordonne de faire le procès des usuriers « avec douceur (8) ». Les interdictions se renouvellent sous Charles VI, en 1402 (9), sous Charles VII, en 1445 (10)

(1) Isambert. T. I^{er}. p. 273. *Recueil général des Anciennes lois françaises.*

(2) Etablissement, de 1270, § 86. *Ordonn.*, T. I. p. 107.

(3) Mandement de janvier 1268, § 3. *Ordonn.*, T. I. p. 96.

(4) Ordonnance pour la réformation des mœurs art. 32, Isamb., loc. cit., T. I^{er}. p. 272-73.

(5) *Ordonn.*, T. I. p. 298, § 3.

(6) Cité par Brussel. *Usage des fiefs*, chap., xxxix, xxi.

(7) Ordonnance contre l'usure. *Ordonn.*, T. I^{er}. p. 484.

(8) Lettres du 24 août 1338. *Ordonn.*, T. II. p. 130.

(9) *Ordonn.*, T. XII. p. 211.

(10) *Ordonn.*, T. XIII. p. 444. — Voy., les procès contre les usuriers notoires, 1317. *Olim*, édit. Beugnot, T. III, pages 1134, 1288 et 1400.

MOTIFS INVOQUÉS

Quels motifs invoquent les rois pour interdire l'usure ?
deux : la loi religieuse et l'intérêt des peuples.

LA LOI RELIGIEUSE

« Les rois de France, dit Thomassin (1), ne se sont jamais accommodés de l'usure, et ont toujours eu une attache inviolable aux lois canoniques et aux saints décrets sur la matière du commerce et des usures ». Il est probable en effet que saint Louis, par exemple, a agi par sentiment religieux ; ce que l'on sait de la religion à l'époque féodale autorise même à penser que les moins dévots saisissaient l'occasion de racheter d'autres infractions plus graves à la loi morale et de faire œuvre pie : « que nul ne fasse, use ne accoustume de faire nulle manière d'usures deffendües de Dieu, par les saincts Pères et par nos antecesseurs » déclare Philippe le Bel dans son ordonnance de 1311 (2), et il répète en 1312 « nous déclarons que nous avons réprouvé et deffendu toutes manières d'usures, de quelque quantité qu'elles soient causées, comme elles sont de Dieu et des saints Pères deffendües ».

L'INTERET DU PEUPLE

L'intérêt du peuple fait agir les princes non moins certainement : « les usures devourent et degastent les biens et la substance de nos subgiez communément, en tant que sans nombre de gens en sont venus en grant povreté » dit l'ordonnance de 1311. L'ordonnance de 1312 le répète : « les usures tourmantent le peuple et le commun des gens », « nostre petit peuple et subgiez de nostre royaume de

(1) *Loc., cit.*, p. 398.

(2) *Ordonn.*, T. I, p. 484.

France, dit l'ordonnance de 1332 (1), qui pour labourer et soustenir leurs terres et possessions, et supporter leurs autres necessitez, ont emprunté à usure. Et ont esté... moult grevez, domagiez et apauriez, par extorsions de très grandes usures. »

Nous avons déjà vu comment les rois et les grands seigneurs étaient traités par les usuriers : que devait-il en être pour le menu peuple. « La clamour du peuple nous estoit venue » dit Philippe de Valois (2), « nous meuz de pitié et ayant compassion d'euls » écrit-il ailleurs (3).

Le sort du menu peuple, livré aux usuriers, était affreux, et il n'était pas besoin des haines religieuses pour aviver celles qui naissaient des monstrueuses usures.

LE VRAI MOTIF : UN BUT FISCAL

Le roi, qui s'attendrissait sur son peuple n'était-il pas coupable ? Il invoquait la religion, l'intérêt de ses sujets, pour défendre l'usure : le véritable motif de ses prohibitions, c'était son propre intérêt, l'intérêt de son Trésor. La vérité, c'est que le roi couvrait de bonnes raisons un profit honteux : ayant interdit l'usure il en trafiquait, et vendait au plus offrant des privilèges d'usures. Il prélevait sur les usuriers des droits considérables, et lorsque le peuple, lassé, se révoltait, le roi confisquait les biens de ceux qu'il protégeait naguère « les traitant comme des éponges qu'il fallait laisser

(1) Ordonnance contre l'usure 8 décembre 1312. *Ordonn.*, T. I. p. 508.

(2) *Ordonn.*, T. II. p. 84.

(3) Ordonnance du 12 janvier 1330, *Ordonn.*, T. II. p. 59.

(4) Ordonnance sur la réforme des monnaies. *Ordonn.* T. XII. p. 16, § 4.

gonfler pendant quelques années pour mieux les presser ensuite au profit de son Trésor » (1).

Il est si vrai que l'intérêt fiscal est le principal motif du roi, que tout est sacrifié à cet intérêt fiscal : des lettres de répit ont été accordées aux débiteurs des Juifs : le roi les annule : les Juifs pourront poursuivre leurs débiteurs, car ils « ne pourraient bonnement supporter les Aides telz qu'ils ont fait au temps passé », « ils n'auroient de quoy vivre, ne de quoy nous paier ce à quoy imposez les avons et imposons ou temps avenir, se mestier est; et en especial, certaine grant somme de deniers qu'il convient presentement yceulz Juifs et Juives nous paier... (2). Bien plus, les malheureux sujets du roi seront accablés, le roi n'hésite pas à permettre aux Juifs les taux les plus exorbitants et même l'anatocisme : « pour les grans sommes de deniers que nous avons fait lever et faisons lever chaque jour sur eux »... « eüe consideration que toujours ils ont été et sont prêts et appareilliez de paier liberalement ce qu'il nous a pleu prendre sur eulx... (3) ».

Les usuriers sont d'un bon rapport, et dès l'origine les seigneurs se les sont disputés, surtout les Juifs, passés maîtres en l'art. Des traités interviennent entre les princes au sujet de ces Juifs : de 1198 à 1223, le roi et les comtes de Champagne échangent des promesses, conviennent que chacun gardera ses Juifs, que Cresselin, le plus riche des Juifs de Champagne ne désertera pas cette province (4). En 1230 les Etablissements de Saint-Louis sur l'usure (5) portent cette disposition : « Personne ne pourra retenir le Juif d'un autre domaine, et en quelque endroit que se trouve son Juif, pourra le reprendre ». Même texte en 1254 (6),

(1) Reinach, *Histoire des Israélites*, p. 114.

(2) Lettres de juillet 1387. *Ordonn.*, T. VII. p. 170.

(3) Lettres de juillet 1387. *Ordonn.*, T. VII. p. 171.

(4) Cité par Brussel, *loc. cit.*, T. I. p. 571-579.

(5) *Ordonn.*, T. I. p. 53.

(6) Ordonnance de Saint Louis pour la réformation des mœurs. Isambert, T. I, p. 273.

On admet, il est vrai, que le Juif est serf et propriété de son seigneur, mais quel motif autre qu'un motif fiscal pouvait faire désirer et retenir des hommes impropres à tout autre métier qu'à celui d'usuriers?

L'USURE : DROIT REGALIEN

Aussi le souverain n'hésite pas, et en France comme d'ailleurs dans toute l'Europe civilisée (1), il érige l'usure en droit régalien : le droit de connaître des crimes d'usure appartient au roi, les biens des usuriers notoires appartiennent au roi, et le roi peut à son gré donner ou retirer le privilège d'exercer l'usure.

L'usure étant un crime défendu surtout par la loi religieuse était à l'origine de la compétence des tribunaux ecclésiastiques (2). Les Etablissements de Saint-Louis reconnaissent à l'Eglise le droit d'en connaître, mais Philippe le Bel s'efforce de restreindre sur ce point le pouvoir du clergé : l'ordonnance de 1288 (3) porte défense d'incarcérer les Juifs sur la réquisition d'aucun religieux, sans information du sénéchal ou du bailli. Un arrêt du Parlement de l'octave de la Pentecôte de la même année interdit aux officialités ecclésiastiques de condamner les Juifs à des peines pécuniaires, et ne leur permet plus que de prononcer des peines canoniques (4). En 1302, un mandement porte défense aux inquisiteurs de la foi d'exercer leur compétence en s'attribuant la connaissance des usures, sortilèges et autres délits des Juifs, et défense aux sénéchaux, baillis et autres de les arrêter à la

(1) Troplong, *loc. cit.*, p. CXV.

(2) Voy. Chenon, *Les rapports de l'Eglise et de l'Etat, du 1^{er} au 11^e siècle*, 1905, in-16, p. 253.

(3) *Ordonn.*, T. I. p. 317.

(4) *Olim*, édit., Beugnot, vol. II. p. 278. Arrêt de 1288, XIII.

réquisition des dits inquisiteurs (1). Le roi d'autre part, concède ce droit de connaître des délits d'usure : à deux reprises, en 1122 et en 1353, l'Abbaye de Saint-Denys reçoit ce privilège (2). Tout ce qui touche à l'usure est une prérogative de la couronne : les compositions des Lombards et des Juifs sont du domaine du roi (3).

Les biens des usuriers, après leur mort, appartiennent au roi : « *usurarii omnes, sive testatus, sive intestatus decesserit, Domini regis sunt* » (4). Philippe-Auguste en 1204 renonce à ce droit en faveur des habitants de Verneuil en Normandie (5) et en 1220 en faveur des habitants de Caen (6). Villes et seigneurs disputent en effet ses droits au roi et tour à tour ils les revendiquent ou y renonce (7). Saint Louis reconnaît aux barons le droit de confisquer les meubles des usuriers (8). C'est un droit qui pèse lourdement sur ceux-ci et les villes marchandes, qui ont besoin des usuriers, s'efforcent de le faire disparaître : en 1389 les bourgeois d'Eyrieu obtiennent que le seigneur ne pourra sous prétexte d'usure s'emparer des biens des usuriers ni saisir les biens des défunts (9).

(1) *Ordonn.*, T. I. p. 346.

(2) *Ordonn.*, T. XI, p. 181 et T. IV, p. 139.

(3) Voy. : Ordonnance de 1388 sur le domaine. *Ordonn.*, T. VII. p. 239, et 1378. T. VI. p. 380, 1407, T. 284.

(4) Du Cange, *Glossaire* 1846, vol., 6, p. 891.

(5) *Ordonn.*, T. XI. p. 289.

(6) *Ordonn.*, T. XII. p. 295.

(7) Voy. dans les *Olim*, édit. Beugnot, T. I, p. 62, l'enquête de 1258: « *Secundum antiquam generalem consuetudinem Normandie cum imponitur alicui defuncto quod infra annum et diem a tempore mortis retro, fuit usurarius... tenentur bona in manu domini Regis et episcopi* ».

(8) Etablissem. de Saint-Louis. *Ordonn.* T. I. p. 107, n° 86.

(9) Privilèges aux bourgeois d'Eyrieu, 1389, § 22 et 23, *Ordonn.* T. VII, p. 306.

II

LA PRATIQUE DE L'USURE

1. — LES CHRÉTIENS

LES PRETEURS CHRETIENS

Condamné par l'Eglise, comme un attentat à la morale, interdit par le roi comme contraire à la loi religieuse et à l'intérêt des peuples, comment et par qui le prêt à intérêt a-t-il été pratiqué au Moyen Age ?

Si l'argent était rare, il se trouvait pourtant quelque part : les métaux précieux et le numéraire affluaient dans certaines mains : nous verrons comment les banquiers étrangers et les Juifs savaient drainer les capitaux. Mais des chrétiens étaient riches aussi : certaines corporations de marchands étaient opulentes, certains ordres religieux surtout possédaient de grands revenus.

Parmi ces derniers, les Templiers ont tenu une place à part : « précurseurs ou émules des sociétés italiennes, ils ont eu pendant longtemps entre leurs mains une grande partie des capitaux de l'Europe, et la confiance inspirée par leur prestige en a fait les banquiers ou les trésoriers de l'Eglise romaine, de beaucoup de particuliers, de princes et de rois (1) ». Les capitaux qui leur étaient confiés ne restaient pas inactifs, « ils s'en servaient pour faire des prêts et des

(1) Léopold Delisle. *Mémoire sur les opérations financières des Templiers*, p. 1. dans *Mémoires de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres*, 1889, XXXIII, II.

avances (1) ». Pour ces prêts, ils exigeaient des gages, des lingots d'or, des bijoux, même de saintes reliques, comme la vraie croix, mise en gage chez eux, en 1240, par Baudouin II, empereur de Constantinople. Mais prenaient-ils un intérêt? Léopold Delisle n'en parle pas : il est assez probable cependant qu'ils se faisaient payer leurs services, voilant l'usure sous les expédients si nombreux inventés par la nécessité (2).

Car loin d'être à l'usage exclusif des Juifs et des Lombards, le prêt à intérêt, l'usure, comme on l'appelait, n'était pas dédaigné des chrétiens. Bien au contraire, tous les procédés possibles étaient simultanément employés pour tourner les lois, expédients de toute nature, fraudes ouvertes : le roi même, dans certains cas, se voyait contraint de tolérer ce que réclamaient impérieusement les besoins économiques, et souvent il accordait à prix d'argent ou ses sujets lui arrachaient de véritables privilèges d'usure.

Les usuriers chrétiens n'étaient pas d'ailleurs plus tendres que les juifs : saint Bernard, répondant aux plaintes sur la rapacité des Juifs s'écrit : « sic ubi desunt, pejus judaizare dolemus christianos foeneratores, si tamen christianos et non magis baptizatos judaeos convenit appellari » (3). Le nouveliste Geoffroi trouve les Juifs moins avides que les chrétiens :

« Car juifs furent débonères
Trop plus en fesant telz afférés
Què ne sont ore crestiens. . . . (4)

Les défenses royales pesaient aux chrétiens, et ils n'hésitaient pas à profiter d'un texte douteux : Philippe le Bel ayant rendu en juillet 1312 une ordonnance contre les usures, se voit contraint, en décembre de la même année d'en rendre

(1) Voy. Delisle, *loc. cit.*, p. 15 et suiv.

(2) Voy., p. 25 la note 5 : intérêts moratoires.

(3) *Sancti Bernardi Abbatis Clarevalensis Epistolae*, LXXIX, § 7, T. XV^e p. 606 du *Recueil des Historiens des Gaules*.

(4) Cité par Lavissee, *l. c.*, T. III 2, p. 226.

une seconde, interprétative de la précédente : « mais aucuns, dit-il, mal entendans et mauvairement interpretant la sentence et les paroles de cette ordonnance... s'efforcent d'arguer que nous entendons que celles menües usures se puissent bonnement user, ou fréquenter en nostre royaume... (1) ».

En fait, les usures étaient nombreuses et fréquentes : « sont chacun jour fait moult de contraux damnables et illi-cites... » disent des lettres de 1402 (2). D'autres lettres de 1405 parlent de « contraux usuraires et illicites, commis et perpétrés par plusieurs officiers et subjiets des dits pays (3) ». Le roi avait à lutter contre les intérêts privés, avides de gain : les expédients plus ou moins licites, plus ou moins moraux que la subtilité des prêteurs inventait pour tourner les prohibitions, les fraudes véritables souvent à peine cachées, constituaient un réseau où se perdaient les agents royaux.

LES EXPÉDIENTS ET LES FRAUDES

On prêtait de l'argent « sous couleur d'autres contrauts, faisant, disant et faisant écrire contre vérité que la dette est due pour marchandises vendues (4) ».

La stipulation d'un intérêt moratoire était d'un usage fréquent; l'emprunteur promettait une indemnité en cas de retard dans le remboursement, et ce retard était souvent fictif et fausement allégué : les créanciers se font « payer intérêts ou pecune, se ils ne sont payés à jour nommés (5) ».

(1) *Ordonn.*, T. I. p. 508.

(2) Lettres portant institution d'une commission de recherche des usuriers. *Ordonn.*, T. XII. p. 211.

(3) Lettres par lesquelles le duc de Berry établit des réformateurs généraux en Guienne et Languedoc, juillet 1405. *Ordonn.*, T. IX. p. 82.

(4) Ordonnance de 1311 § 3. *Ordonn.*, T. I. p. 484 et ordonnance de 1349, § 20, T. II. page 305.

(5) Ordonnance de 1311 § 3. *Ordonn.*, T. I. p. 484. — Léop. Delisle, *loc. cit.*, p. 18, cite le cas de Geoffroi de Sergines qui avait emprunté 3.000 livres tournois aux Templiers, et s'était engagé à payer une amende de 3.000 livres, égale au principal, si le remboursement n'était pas effectué au terme fixé.

On promettait des travaux ou des journées, ou l'on présentait l'intérêt comme un remboursement de dépenses faites par le prêteur (1) « intérêts ou paine, par raison de gain (2) ».

On stipulait un supplément en marchandises ou en bestiaux, à donner par l'emprunteur lors du remboursement; c'est ce que Beaumanoir appelle le « bail des bestes de fer », car le prêteur ne supportait aucun risque, pour lui, les bêtes ne mouraient pas.

Le contrat pignoratif, sous l'apparence d'une vente à réméré, cachait la vente simulée d'un immeuble dont les revenus formaient les intérêts de la somme prêtée (3).

Le « mohatra » double vente d'une marchandise, à terme et au comptant, cachait l'intérêt usuraire dans la différence entre les deux prix (4).

L'expédient des « trois contrats » très ancien (5) mais que le célèbre Navarro prétendit avoir inventé, contenait un contrat de société, un contrat de vente et un contrat d'assurance; ce n'était qu'un prêt à intérêt, l'alliance des trois contrats n'ayant pour but que d'assurer une rémunération fixe et certaine au capital engagé (6).

(1) Emprunt de la comtesse Blanche de Champagne à des banquiers chrétiens à 25 %, cité par Luchaire, *loc. cit.*, p. 46 et suiv.

(2) Ordonnance de 1311, § 3, *Ordonn.*, t. I. p. 484.

(3) *Déclarationes ultime super financiis fœdorum et aliorum acquestuum. Ordonn.*, t. I, p. 798. Pignoratif vient de « pignus », gage. Le vendeur conservait la jouissance de l'immeuble vendu et payait à titre de loyer une certaine somme, égale aux intérêts du capital prêté, — intérêts facilement usuraires. Le délai de rachat étant venu, le vendeur rachetait son immeuble en remboursant le prix : le prêt usuraire était manifeste : prêt d'une somme, paiement des intérêts, remboursement.

(4) Mohatra viendrait de l'arabe « Mokhâtra », chance, risque. L'usurier vend à terme une marchandise à un très haut prix, puis la rachète immédiatement à un très bas prix, mais argent comptant : « Le mohatra est quand un homme qui a affaire de vingt pistoles achète d'un marchand des étoffes pour trente pistoles, payables dans un an, et les lui revend à l'heure même pour vingt pistoles comptant ». Pascal. *Provinciales*, VIII, citant l'*Epilogus Summarum*.

(5) D'après Zonare et Balsamon, voy. Thomassin.

(6) « Est-il permis de donner une grosse somme d'argent à un marchand, à condition qu'il en paiera par exemple 5 % d'intérêts ? Je réponds affirmative-

La vente à terme à prix majoré cachait facilement une usure : c'est vendre le temps, disaient les théologiens, le temps qui ne peut être vendu, puisque Dieu l'a fait commun à tous. Le pape Alexandre III (1159) établit une distinction : le vendeur peut vendre plus cher, mais seulement s'il croit que la marchandise augmentera de valeur, sinon il y a usure (1).

La principale combinaison qui permettait d'échapper aux lois sur l'usure et qui fut très en vogue aux ^{xiii}^e et ^{xiv}^e siècles, était la constitution de rente, perpétuelle ou viagère. Comme il n'y a pas obligation de rendre, il s'agit bien plutôt d'une vente que d'un prêt. Cependant les théologiens rigides condamnaient ces rentes : « En peu d'années, dit Henri de Gand, mort en 1293, les rentes viagères et perpétuelles consomment tout le sort principal et le créancier reçoit une somme plus grande que celle qu'il a donnée : qu'est-ce que l'usure, sinon cela ? (2) ». Des bulles de Martin V en 1420 et de Callixte III en 1455 les déclarèrent cependant légitimes, mais à condition d'être assignées sur un fonds productif, la perte de ce fonds entraînant la perte de la rente.

La situation monétaire du moyen âge facilitait une fraude

ment, pourvu qu'on ait eu l'intention de célébrer trois contrats : un contrat de société, un contrat d'assurance du principal, et un contrat de vente d'un plus grand gain incertain pour un moindre, certain et assuré. Et afin qu'on puisse mieux entendre la chose, voici comme on procède dans ce triple contrat : premièrement on donne de l'argent par forme de société à un marchand qui le doit employer dans le commerce, en sorte que le profit de cette société peut bien revenir à dix ou douze pour cent; on fait ensuite un second contrat, par lequel, afin que le marchand réponde de la somme et l'assure, on relâche cinq pour cent des douze qu'on pouvait espérer de la société; enfin on cède encore quelque chose afin qu'il promette un profit fixe et déterminé. Tout étant ainsi fait, il reste par exemple, 5 % , qu'on peut recevoir sans usure et sans injustice, puisqu'alors l'égalité est gardée, les peines du marchand sont dûment récompensées, et que, ces trois contrats étant justes, pris séparément, ne sauraient être injustes lorsqu'on les joint ensemble, et qu'on les fait dans un même temps, avec la même personne. » P. Diana (1586-1663), Tract. 8, Resol. 36.

(1) Cité par Troplong, *loc. cit.*, p. CXXXII.

(2) Cité par Troplong, *loc. cit.*, p. CXL.

très simple : la stipulation de paiement en monnaies différentes. Une telle stipulation était formellement prohibée « pour obvier aux fraudes et malices qui se pourroient commettre entre nos subjects au temps avenir ès contraux et marchez qu'ils auront à faire les uns avec les autres (1). Toute dette sera payée en la même monnaie qui avait cours au temps du contrat et toute convention contraire sera nulle (2) ».

Aux yeux du pouvoir royal, « est claire presumption », tous ces expédients « être faits en fraude d'usure (3) ». Souvent les sujets du roi ne se donnaient même pas la peine de recourir à des détours : à Rome, pour éluder les lois sur l'usure, les citoyens prêtaient sous le nom d'un Latin ou d'un allié, qui n'étaient pas liés par ces lois : au Moyen Age, les chrétiens, semblablement « font faire secrètement les emprunts » ; « plusieurs, mûs de grand convoitise, voulant couvrir leur malice afin que ne soient même répliqués publiquement usuriers, baillent secrètement leurs finances à ceux qui font les contrats dessus dits, pour en avoir profit... lesquelles choses sont déplaisantes à Dieu et de très mauvais exemple (4) ».

Les fraudes en matière d'usure étaient courantes, et Charles VI peut avec raison se plaindre des « mauvais marchands et usuriers, qui ont pris et exigé de et sur nosdits sujets grands et excessives sommes de deniers, fait plusieurs faux contraux, usuraires, illicites et decessifs, commis et perpétrés eux et autres... (5) »

(1) Ordonnance sur la police générale du royaume, 1413, § 94. *Ordonn.*, T. X, p. 84.

(2) Ordonnance de Ph. le Bel de 1311, § 5. *Ordonn.*, T. I., p. 484.

(3) *Ordonn.*, T. I., p. 484.

(4) Lettres de Charles VI de 1402. *Ordonn.*, T. XII, p. 211.

(5) Lettres sur les abus des finances, 1409, § 17. *Ordonn.*, T. IX, p. 474.

LES TOLÉRANCES D'USURE

LES FOIRES

L'amour du gain était plus fort que les lois, il faut reconnaître aussi que les prohibitions absolues se heurtaient à des besoins véritables : le crédit est une des bases du commerce, là où il y avait des marchands et des transactions nombreuses, comment interdire les avances, les emprunts ? C'est ce que furent obligés de reconnaître les rois : ils tolérèrent l'usure aux grandes foires qu'ils cherchaient à développer.

« Es foires de Champagne, ou pour délivrance des foires se font prêts de grande quantité et créances de foires en foires, qui sont six fois l'an et en faveur especiaument des foires, mettons et etablissons la peine dessus dite contre tout créancier qui en telle manière, pour raison d'usure ou sous couleurs d'intérêt contre notre presente ordonnance oseront demander avoir ou recevoir gain de foire en foire, outre cinquante sols pour cent livres ou pour mineure quantité, ou mineur ou graigneur temps à l'avenant. Et ce nous entendons de gain qui se prend de foire en foire pour prêt ou pour change ou pour autre manière de contrôle semblable sous quelle couleur que ce soit » (1).

Philippe de Valois, en 1349, accorde le même privilège aux foires de Champagne et de Brie : « pour ce qu'auxdites foires de nécessité se font prest de grande quantité et creance de foire en foire » il permet « quinze livres pour cent » d'intérêt, « c'est à scavoir pour chacunes foires cinquante sols... (2) ».

(1) Ordonnance de Philippe le Bel contre l'usure, 1311. *Ordonn.*, T. I, . 484.

(2) Ordonnance de Ph. de Valois touchant les foires de Champagne et de Brie, 6 août 1349, § 19. *Ordonn.*, T. II, p. 305 et suiv.

HORS DES FOIRES

Les tolérances d'usure n'étaient cependant pas limitées aux foires : dans les pays de droit écrit, le souvenir du droit romain gardait plus forte la coutume du prêt à intérêt : le « Petrus » à la fin du ^xⁱ siècle admet le taux de 12, 15, 50 et même 66 % suivant les cas (1). En Provence, en 1235, les statuts de Bérenger ne punissent que les usures de plus de 80 % (2).

Les coutumes d'Alais, en 1250, reconnaissent comme normal le prêt à intérêt et interdisent seulement l'anatocisme : « Lorsque l'intérêt aura égalé le capital, qu'il ne s'accroisse plus quel que soit le retard du paiement, et cela quand il serait en entier promis, par serment ou par foi jurée. Que l'on n'adjuge pas davantage à chrétien ni à Juif (3) ».

Mais ce n'est pas seulement dans le Midi que l'usure était tolérée : la même ordonnance de 1311, qui permet l'intérêt de 25 % aux foires de Champagne, tolère « hors des foires » un intérêt de 21,66 % par an : « car nous mettons et établissons paine de corps et de biens, laquelle encourront à nostre volenté pour seul le fait, qui hors des foires de Champagne contre nostre defense tel griez usures feront, frequenteront par soy, ou par autre, recevant ou demandant par raison d'usure outre un denier la livre pour semaine, quatre deniers pour le mois et quatre sols pour l'année (4) ».

En 1332, Philippe de Valois autorise de même « pour cause de défaut de monnaie » le taux de « un denier la livre la semaine ». En principe, il n'autorise pas : il a bien soin de

(1) *Petri except.*, liv. II, chap. 32, cité par Chénon, *loc. cit.*, p. 254.

(2) Chénon, *id.*

(3) Coutumes d'Alais, données par le seigneur Bernard d'Anduze, le seigneur Odon et le seigneur Pierre Brémond, ses neveux, en l'église de la Chevalerie, à tout le peuple d'Alais, § XXIV, 1250. *Olim*, édit. Beugnot, T. III, p. 1497.

(4) Ordonnance de Philippe le Bel contre l'usure, 1311. *Ordonn.*, T. I, p. 484.

le spécifier « de laquelle chose toutevoie, nous ne donnons licence, auctorité ne povooir » mais il ne punira pas : « nous n'en leverons et ferons lever amende ». Et comme l'Eglise est là, gardienne rigide de la morale, et que les sujets du roi pourraient craindre pour leur âme ou même pour leur bourse, Philippe a obtenu l'assentiment des évêques et il ajoute « et cest article les prélats n'octroient, ne contredient à présent, mais nous faisons fors que ils n'en leveront nulles amendes (1) ».

LES PRIVILÈGES D'USURE

Ce n'est cependant pas assez de tolérer : le roi accorde aux chrétiens des privilèges d'usure.

La plupart des auteurs écrivent que l'usure au Moyen Age était abandonnée à la race maudite des Juifs, ou à ces demi-Juifs, les Lombards : sans doute ce sont les Juifs et les Lombards qui faisaient surtout l'usure. Il faut en chercher la raison dans le fait que le roi leur vendait plus cher le privilège et les préférait de ce chef à ses propres sujets.

Mais à prix d'argent ou par force, les chrétiens obtenaient aussi des privilèges d'usure.

En 1181, Philippe-Auguste promet aux habitants de Châteauneuf qu'il n'exigera d'eux aucune somme par la violence et qu'il ne les citera pour cause d'usure ou intérêt d'argent : « nec eos causaretur de usura nec turpi lucro neque de aliqua pecunie sue multiplicatione » (2).

En 1222, le même roi accorde aux habitants de Poitiers qu'on ne pourra les poursuivre, eux ni leurs héritiers, pour crime d'usure : « volumus eciam quod nullus eorum possit

(1) Ordonnance de Philippe de Valois sur la réforme des monnaies. Orléans, le 25 mars 1332. *Ordonn.*, T. II, p. 84 et T. XII, p. 16.

(2) Privilèges accordés par Philippe Auguste aux habitants de Châteauneuf. *Ordonn.*, T. XI, p. 221.

reptari de usura, nec jureia fiat super eum, vel super here-
des ejus post mortem suam (1) ».

En 1350, Jean le Bon promet dans les mêmes termes, aux habitants de Rouen, qu'ils ne pourront être recherchés pour l'usure (2). La même année, ce prince permet aux habitants du Vermandois de prêter au taux de 43,33 % : « Se aucuns marchands dudit Bailliage veulent prester vingt sols Parisis pour deux deniers la sepmaine, ils n'en seront par nous, ne par nos gens traits à aucune amende et ceulx qui pour plus presteront en seront punis, et rendront le surplus à ceulx de qui ils l'auront (3) ». Le motif de cette faveur est celui-ci : « à cause d'une imposition de six deniers pour livre que les habitants avaient accordée au roy. »

En 1381, le roi Charles VI déclare que les habitants de Falaise ne seront point inquiétés par rapport à l'usure, à moins que l'intérêt par eux pris, ne fût aussi fort que la somme par eux prêtée : « Sciendum eciam quod nos aliquem de Burgensibus apud Falesiam residenciam facientibus, non capiemus ad occasionem usure, nisi denarium pro denario vel equivalenciam alicui commodaverit (4) ».

Voici d'autres privilèges accordés à la ville de Condom, en 1397 : « Concedimus etiam consulibus, universitati et civibus memoratis, quod contra omnes et singulos, universitatem, consules, singulares, civis, habitatores et vicinos, reformationes super usuris et quibuscumque aliis excessibus, cessabunt, nisi contra officarios dicte civitatis... » (5).

Les habitants de Tournay usaient librement du droit de prêter à usure : le roi le leur retira pour en gratifier quel-

(1) Lettres de privilèges aux habitants de Poitiers, § 15. *Ordonn.* T. XII, p. 302.

(2) Lettres conférant des privilèges à la Ville de Rouen. § 14. *Ordonn.* t. II, p. 413.

(3) Ordonnance de Jean 1^{er} accordant des privilèges aux habitants du Vermandois, § 12. *Ordonn.*, T. II, p. 395.

(4) Privilèges accordés à la ville de Falaise, janvier 1381. *Ordonn.*, T. VI, p. 640.

(5) Privilèges accordés à la ville de Condom, § 9. *Ordonn.*, T. VIII, p. 169.

ques Lombards. Mais ceux-ci sans doute payaient mal : Louis XI rendit leur privilège aux gens de Tournay : « que, depuis maintenant en avant, il loise et appartiengne à toutes personnes quelzconques de quelque estat ou condicion qu'ils soyent en nostre dicte ville de Tournay, tenir en particulier tables d'usure selon les anciens et inveterez usaiges, composicions à nous ou à noz officiers et autres observances introduictes, enterinées et observées en tel cas... » Ce droit de tenir des tables d'usure était payé « cinq cents livres tournois par an (1) ».

(1) Ordonnance qui autorise tous les habitants de Tournay à tenir table d'usure, 6 mars 1468. *Ordonn.*, T. XVII, p. 191.

11. — LES LOMBARDS ET LES JUIFS

Le rôle économique des Juifs et des Lombards Raisons de ce rôle

LES JUIFS

Les Juifs et les Lombards ont joué au Moyen Age un rôle économique considérable. Les Juifs ont toujours été grands manieurs d'argent et usuriers : « Tu ne bailleras point à usure à ton frère, dit le *Deuteronome* (1) soit argent ou vivre, ou quelque autre chose, mais à l'étranger : mais tu presteras à ton frère sans usure ce de quoy il a indigence ». « Tu presteras à plusieurs gentils et n'emprunteras de nul. Tu domineras sur plusieurs nations et aucun ne dominera sur toy » (2). « Les Juifs ne tiennent pour leur prochain que ceux qui sont Juifs comme eux et non tous les autres hommes, en sorte que Maïmonidès enseigne que le Juif qui est dans un bateau n'est pas obligé de donner la main à un chrétien qui est dans l'eau et qui se noie » (3). Sans patrie, errants ou installés dans tous les pays du monde connu, mais restant étrangers toujours, par leur religion, leurs lois et leurs mœurs, tout concourait à faire d'eux des commerçants : ils trouvaient partout des frères, étaient en relation avec tous les peuples : pendant toute l'époque mérovingienne et caro-

(1) Chap. XXIII, § 19 et 20.

(2) *Id.*, chap. XV, § 6.

(3) Laurière, note sur l'ordonnance de 1218. *Ordonn.*, T. I, p. 215

lingienne, ils furent les intermédiaires entre l'Orient et l'Occident (1). Mais une des branches du commerce s'offrait à eux, libre de concurrence : le commerce de l'argent. L'interdiction de l'usure aux chrétiens par le pouvoir ecclésiastique en arrêta nécessairement le développement. Les Juifs n'étaient pas touchés par ces défenses : ils en profitèrent. Par le moyen du prêt à intérêt, ils tirèrent à eux tout le numéraire et devinrent les banquiers de la chrétienté. Aux heures de détresse, le roi appelait les Juifs, et « avec eux reparaissaient les espèces ordinaires d'or et d'argent, comme si elles n'eussent toujours été qu'entre leurs mains, à l'étranger » (2).

Par le pouvoir de l'argent, les Juifs « dominaient sur plusieurs nations » et ils obtenaient des privilèges souvent exorbitants (3). Il est d'ailleurs remarquable que « dans les temps où ils furent le plus favorisés en France, toutes les faveurs qu'ils sollicitaient tendaient à exercer sans gêne l'usure » (4). C'était pour eux le plus prompt et le plus sûr moyen de s'enrichir. La principale richesse au Moyen Age était la propriété foncière : l'organisation féodale s'opposait à ce que certains biens appartenissent aux Juifs, mais surtout les immeubles offraient aux princes une proie trop facile. L'argent au contraire se dissimulait facilement, et la lettre de change, que les Juifs employèrent des premiers, permettait d'échapper totalement aux confiscations. Les Juifs se trouvèrent donc en possession d'un quasi-monopole de l'argent.

LES LOMBARDS

Cependant des étrangers, venus d'Italie, et que l'on appela Lombards ou Cahorsins leur firent bientôt une sérieuse con-

(1) Reinach, *loc. cit.*, p. 94.

(2) L. Theureau. *Notice historique sur le prêt à intérêt*, p. 722. Dans *Nouvelle Revue historique du droit français et étranger*, 1893.

(3) Voy. Michelet. *Histoire de France*, T. III, p. 109.

(4) Depping, *loc. cit.*, p. 168.

currence. Le pape se servait de leur intermédiaire pour recueillir les impôts qu'il prélevait sur les ecclésiastiques (1). Ils restèrent toujours quelque peu ses protégés (2), les petites républiques italiennes dont ils étaient citoyens n'étant pas en mesure de les défendre efficacement. Ils faisaient le commerce, fréquentaient les foires et s'installaient dans certaines villes où le roi leur accordait des privilèges. Ils étaient organisés en « compagnies », dont quelques-unes étaient très puissantes. Leur situation est d'ailleurs bien supérieure à celle des Juifs : ce sont des hommes libres, étrangers sans doute, mais chrétiens; leur richesse fait envie, mais les protège à la fois, car on a besoin d'eux, et leur habileté à manier l'argent, leur expérience, leur crédit incitent les princes à recourir à eux : plusieurs furent ministres du roi de France; les frères florentins Biche et Mouche furent les banquiers de Philippe le Bel et jouèrent un grand rôle sous son règne; l'histoire a retenu les noms d'un certain nombre d'entre eux : Renier Accore, Cassinel, Mache de Maches, etc.

Ces banquiers, changeurs, monnayeurs étaient trop avides de gain et maniaient trop d'argent pour ne pas employer leurs capitaux : ils les prêtaient et se faisaient payer.

Pourquoi l'usure a-t-elle été permise à ces chrétiens? C'est toujours le même motif qu'il en faut chercher : un motif fiscal. Le roi tirait d'eux des sommes importantes, il leur vendait le droit de prêter à intérêt, le droit de s'installer dans telle ville, le droit de jouir de certains privilèges. Il prélevait sur eux de lourds impôts et leur faisait rendre gorge quand ils étaient enrichis.

Ce motif fiscal portait le roi à attirer les Juifs et les Lombards.

(1) Voy. Mollat. *La fiscalité pontificale*.

(2) Voy. dans ce sens plusieurs lettres de Grégoire VII citées par Piton. *Les Lombards en France et à Paris*, p. 29. Le pape traite Philippe, roi de France, de loup dévorant, *lupus rapax*, ennemi de Dieu et de la sainte Eglise, l'accusant d'avoir dépouillé les marchands italiens.

Nous avons vu l'usure érigée en droit régalien, les seigneurs se disputant les Juifs et le roi se les réservant. Le droit d'avoir des Lombards était aussi concédé à des seigneurs : une charte de 1317 accorde à André de Calvignac, chevalier, le droit d'avoir des Lombards et entre autres Guido Raffani, sur ses terres. Une autre charte de juillet 1334 accorde la même faveur à Edouard, comte de Bar (1).

Les grands seigneurs offrent des avantages aux usuriers étrangers qui viennent dans leurs domaines : en 1245, Thibaut IV, comte de Champagne, attire les marchands italiens dans son hôtel de Val-Provins (2).

I. — PRIVILÈGES ET MONOPOLES DE TEMPS ET DE LIEUX

Le roi use de son droit souverain en faveur de ces prêteurs si intéressants pour son trésor : il leur octroie des privilèges :

Les Juifs et les Lombards ne sont pas sur ce point traités identiquement.

La nation juive ne forme qu'un seul corps, une grande solidarité unit les israélites. Quand le roi traite avec eux, il stipule pour tous indifféremment. Charles VI lève un subside sur les Juifs du Nord : ils obtiennent que leurs frères de la Languedoc participeront aux dépenses : « eüe considération à ce que les autres Juifs demourans ès autres parties de nostre

(1) « Philipus... notum facimus universis tam presentibus quam futuris, quod nos dilecto et fideli nostro Andree de Calvignaco militi... donamus... ut Guido Raffani, Lombardus, in villa de Castro Radulphi suam ad presens... faciens mansionem sit ejusdem militis burgonius... » — « Philippe... savoir faisons à tous... que nous accordons de grâce especiale, à notre amé, et feaul frère Edduart, conte de Bar, pour lui et ses successeurs, que il puisse tenir et avoir lombars marchandans et prestans... desquels nous ne pourrons lever aucune finance ou amende ». Mais si lesdits Lombards, prêtaient ailleurs qu'à Bar et à des sujets du roi, ils seraient punis d'amende. Pièces publiées par Pigeonneau, *Histoire du commerce de la France*, in fine.

(2) Pigeonneau, *loc. cit.*, p. 253, note.

dit royaume... sont d'une mesme secte, condicion et estat... sont touz d'une loy et d'un corps et communauté... » (1).

Il n'en est pas de même des Lombards qui eux sont Florentins, Lucquois, Piémontais, Gènois, etc.; ils forment des compagnies distinctes : les Perruches (Perruzzi), les Chertant (Certaldo), les Bardi, les Frescombans (Frescobaldi), les Bindi, les Ammanati, etc... Ce sont des concurrents que le roi traite différemment et à qui il accorde des privilèges différents.

Les Juifs reçoivent des privilèges de temps, mais non de lieux : leurs privilèges sont valables dans toute la France, sauf interdiction de séjour en certains lieux.

En 1315, Louis le Hutin rappelle les Juifs pour douze ans (2). En 1360, le roi Jean accorde aux Juifs de rester dans le royaume pendant vingt ans (3). En 1374, Charles V prolonge de dix ans le temps pendant lequel ils peuvent demeurer (4). En 1380, Charles VI prolonge à nouveau le délai (5).

Les Lombards au contraire reçoivent à la fois des privilèges de temps et de lieux : En 1209, Philippe-Auguste protège les marchands italiens qui viennent aux foires de Champagne (6). En 1224, Louis VII accorde aux Lombards d'Asti la permission de résider à Paris pendant 5 ans (7). En 1295, des privilèges sont accordés aux Lombards pour les foires de Champagne (8). En 1315, les Lombards ont permission de fréquenter les quatre villes de Paris, Saint-Omer, la Rochelle et Nîmes, ainsi que les foires de Champagne et de Brie, et la province de Narbonne (9). En 1378, Charles V accorde des privilèges pour six ans à quelques Lombards à

(1) Ordonnance de juillet 1387. *Ordonn.*, T. VII, p. 169.

(2) *Ordonn.*, T. I, 595.

(3) *Ordonn.*, T. V, p. 491.

(4) *Ordonn.*, T. VI, p. 44.

(5) *Ordonn.* T. VI, p. 520.

(6) Piton, *loc. cit.*, p. 30.

(7) Lavissee, *loc. cit.*, T. III, I, p. 295.

(8) *Ordonn.*, T. I, p. 336.

(9) *Ordonn.*, T. I, p. 584.

Amiens, Abbeville et Meaux (1). En 1379, c'est un véritable monopole qui est accordé à six Lombards établis à Mouson : « pourront marchander, acheter et eschangier de leurs denrées, argent et biens... pendant vingt-cinq ans... Et promettons que en la dicte ville, prévosté et chastellenie de Mouson, durant le dit temps, nous ne souffrerons demourer autres marchands lombards, ne juifs » (2). Ce monopole leur est confirmé en 1406 par Charles VI pour quinze ans : « il n'accordera à aucuns autres Lombards ni à aucuns Juifs la permission de s'établir à Mouson pendant ces quinze ans » (3). Le droit exclusif d'usure est semblablement accordé pour quinze ans à Troyes, à cinq usuriers Lombards (4) pour quinze ans à Noyon à quatre Lombards, « pour y faire le commerce et y prêter de l'argent », mais sans monopole assuré (5).

En 1382, trois Lombards reçoivent monopole d'usure à Paris, pour quinze ans, mais ce monopole n'atteint pas les Juifs : « Que ycellui temps durant, nous ou noz successeurs ne octroierons à aucuns autres Italiens quelxconques les libertez, franchises et autres choses dessus dictes, pour demourer en nostre dicte ville de Paris, pour y faire prest à proffit, comme dit est » (6).

En 1392, le droit de prêter de l'argent, mais sans promesse de monopole, est accordé pour quinze ans à des Lombards à Troyes, à Amiens, à Lyon, à Abbeville, à Meaulx, à Laon (7). En 1403, c'est à la fois un privilège, un monopole et un droit transmissible par succession ou vente que Charles VI confère pour vingt ans à des marchands Lombards établis à Rouen : « que durant lesdiz vingt ans, nous ne

(1) *Ordonn.*, T. VI, p. 335.

(2) *Ordonn.*, T. VII, p. 737.

(3) *Ordonn.*, T. IX, p. 145.

(4) 1380, *Ordonn.*, T. VI, p. 477.

(5) 1381, *Ordonn.*, T. VII, p. 737.

(6) *Ordonn.*, T. VI, p. 652.

(7) *Ordonn.*, VII, p. 787, 789, 790.

octroyerons à aucun autre dehors nostredit royaume, les libertez et franchises que nous avons octroyées aux dessus nommez... et ne soufferons personnes quelconques chrétiennes étrangères, de quelconque estat qu'ils soient, demourer en la dicte ville, qui prestent argent à proffit aucun durant les XX ans dessus diz... que durant les vingt ans dessus ditz, lesditz marchands, leurs compagnons, leurs hoirs et leurs successeurs, puissent toutes les fois qu'il leur plaira, vendre, donner et transporter à autres chretiens, les franchises et libertez par nous à eux octroyées et mettre en lieu d'eux, tels marchands chretiens comme bon leur semblera... » (1).

Monopoles de quinze ans à Amiens accordé en 1406 à un Lombard par Charles VI (2), à Laon à deux Lombards, à Meaux à deux autres (3). Le monopole des Lombards à Laon est confirmé par Charles VII pour quinze ans en 1429 (4), par Louis XI pour quinze ans encore en 1461 (5).

PRIVILÈGES DIVERS

Ces étrangers qui venaient ainsi s'enrichir en France avaient besoin d'être protégés : l'étranger, c'est l'ennemi, et jamais le vieux mot « *hostis* » ne s'était mieux appliqué dans ses deux significations. Le roi qui les attirait ne se contentait pas de leur offrir des monopoles et des privilèges d'usure : il leur concédait des avantages de toute sorte, notamment des privilèges de juridiction et d'imposition.

Les Italiens recevaient souvent le droit de bourgeoisie (6). Juifs et Lombards étaient placés sous la sauvegarde spéciale du roi (7). Les Juifs avaient des juges particuliers (8) qui

(1) *Ordonn.*, T. VIII, p. 583, §§ 19 et 24.

(2) *Ordonn.*, T. IX, p. 131.

(3) *Ordonn.*, T. IX, p. 134.

(4) *Ordonn.*, T. XV, p. 249.

(5) *Ordonn.*, T. XV, p. 248.

(6) Ordonnances de 1320, 1366, etc.

(7) *Ordonn.* de juillet 1366, etc., pour les Lombards. Ordonnances de 1315, 1361, 1372, etc., pour les juifs.

(8) Voy. Brussel, *loc. cit.*, chap. XXXIX § XXVII.

étaient eux-mêmes Juifs et dont le chef, appelé « gardien ou conservateur de leurs privilèges » était un prince du sang royal. Ils percevaient eux-mêmes et à leur guise les impôts que le roi prélevait sur eux. Les avantages qu'on leur accordait étaient plus ou moins grands suivant le besoin que l'on avait d'eux. L'ordonnance de mars 1360 (1), rendue par Jean le Bon après sa captivité, accorde aux Juifs des avantages exorbitants : il s'agissait de payer la rançon du roi ; on leur accorde tout, jusqu'à « être creuz par leur loy, sur leur foy et serment, pour tout ce qui concerne leurs créances ».

II. — RESTRICTIONS

I. — LIMITATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT

Le roi, en autorisant l'usure, devait cependant protéger ses propres sujets. En Grèce où l'intérêt était entièrement libre, le taux habituel était de 18 à 48 %, mais quand le prêt était fait à très courte échéance, il était de 7 à 800 %, et par exemple une mine qui valait 100 drachmes, rapportait 2 drachmes par jour (2). De tels abus montrent que la liberté en matière économique n'est pas toujours un remède souverain. Mais combien plus grand était le danger en face d'un monopole : le roi ne pouvait abandonner à la rapacité des prêteurs les malheureux que la nécessité obligeait à recourir à eux.

Nous avons vu les chrétiens autorisés à prêter à 21, 25 et même 43 % (3). C'étaient des taux de chrétiens : un denier par livre pour les chrétiens, deux deniers pour les Italiens, deux ou quatre deniers pour les Juifs, tel était le taux normal.

(1) *Ordonn.*, T. III, p. 473.

(2) Troplong, *loc. cit.*, p. IX.

(3) 100 % à Falaise.

D'une façon générale, la livre se composait de 20 ou 25 sous, suivant qu'on se servait de livres tournois ou de livres parisis, et le sou était la somme de douze deniers. Il y avait donc 240 deniers par livre tournois. Comme on comptait à la semaine, un denier pour livre par semaine faisait pour 52 semaines $52/240$, soit 21,66 % par an, deux deniers, 43,33 % et quatre deniers 86,66 %.

Raymond Bérenger, comte de Provence, autorise Juifs et Lombards à prêter à 5 sols par livre (1), ce qui est un taux très faible : 25 %. En général, le roi accordait aux Lombards deux deniers pour livre (2) ou même plus : « que ils puissent prêter leurs deniers à toutes personnes qui voudront d'eulz emprunter, à leur donner de XVI sols, deux deniers parisis ou de XX sols parisis, deux deniers et maille (3) parisis, par chascune sepmaine, à compter et mettre le franc pour XVI sols parisis, nonobstant mutacions de monnoyes (4). Charles VI accorde de même à trois Lombards établis à Paris en 1382 : « que ilz ne puissent avoir ne prendre pour leur acquet, outre ne plus de deux deniers parisis pour XVI sols parisis et deux deniers obole pour XX sols parisis, pour chascune sepmaine à compter et mettre le franc pour XVI sols parisis » (5). Charles VII, en 1429, permet à plusieurs Lombards de Laon de « prendre de seize sols parisis deux deniers parisis, et vingt solz parisis, deux deniers et maille parisis de monte ou prouffit pour chascune sepmaine » (6).

Les Juifs obtenaient normalement ce même taux de deux deniers par livre : « Nullus judaeus prestabit carius quam

(1) Chénon, *loc. cit.*, p. 254.

(2) Lettres du 7 août 1378. *Ordonn.*, T. VI, p. 335.

(3) La maille était une petite monnaie de cuivre qui valait la moitié d'un denier et était ainsi synonyme d'obole. La maille de Lorraine était une monnaie d'or.

(4) Privilèges accordés à cinq Lombards à Troyes, 1380. *Ordonn.*, T. VI, p. 477.

(5) *Ordonn.*, T. VI, p. 652.

(6) Privilèges à plusieurs Lombards à Laon, 1429, § 16. *Ordonn.*, T. XV, p. 249.

singulas libras pro duobus denariis, per hebdomadam » dit l'Etablissement sur les Juifs de septembre 1206 (1). La constitution de 1218 spécifie également le même chiffre : « Et libra non lucrabitur per septimanam nisi tautum duos denarios » (2).

Quand Louis X rappelle les Juifs, il ne leur accorde encore que deux deniers (3), et même il ne contraindra personne à payer les intérêts : « nuls ne sera contraints par nous à payer usures qu'elles que elles soient à juis. Et entendons usures quant qui est outre le pur sort » (4). Philippe le Long en 1318 n'admet aussi que deux deniers : « Et libra non lucrabitur per hebdomadam, nisi tantum duos denarios » (5).

Il faut arriver aux temps malheureux de la guerre de Cent Ans pour voir les Juifs obtenir quatre deniers pour livre. La bataille de Poitiers est de 1356, le traité de Brétigny est du 8 mai 1360; le roi Jean s'y engageait à payer à Edouard III, trois millions d'écus d'or. Il fallait faire argent de tout, se procurer de l'argent de n'importe quelle façon. Isabelle de France, fille du roi, fut mariée à Jean Galéas, fils de Galéas Visconti, seigneur de Milan, moyennant 600.000 écus d'or. Le roi ordonna une aide générale de douze deniers par livre sur le prix de toutes les marchandises vendues, etc. Dans une situation pareille, on ne pouvait négliger les Juifs : ils donnèrent leur assistance, mais ils la firent payer cher : l'ordonnance de mars 1360 leur accorde : « que

(1) *Ordonn.*, T. I, p. 44.

(2) Constitution sur les juifs de février 1218 § 2. *Ordonn.*, T. I, p. 35.

(3) « Comme les juifs sont tenus à ouvrier et labourer de leurs mains, ou à marchander si comme dessus est dit, nostre volonté n'est mie, que ils puissent prester à usure, ainçois le deffendons expressément, et se ainsint estoit que il avenist par aventure que pretassent, il ne porroient prendre plus de deux deniers pour livre par sepmaine. Etablissement. de Louis X le Hutin sur le rappel des juifs, 1315. *Ordonn.*, T. I, p. 595.

(4) Etablissement. de 1315, § 16.

(5) Ordonnance de Philippe le Long sur les juifs. *Ordonn.*, T. I, p. 682.

ils puissent prêter leurs deniers, ainsi toutes voies que il ne pourront prendre oultre quatre deniers pour livre pour chacune sepmaine » (1). Ce taux de 86.66 % leur est confirmé par une ordonnance du 18 juillet 1372 (2). La reprise de la guerre est de 1369 : c'est en juillet 1372 que le duc de Bretagne, Jean IV, se déclare franchement contre le roi de France.

II. -- L'ANATOCISME

Ces taux énormes ne suffisaient pas aux Juifs : ils voulaient que l'anatocisme leur fût permis; ils l'obtinrent en effet, et eux seuls.

A Athènes, l'anatocisme n'était pas interdit, la liberté du prêt étant absolue. A Rome, au contraire, il était formellement prohibé (3).

Au Moyen Age, si le roi accorda aux chrétiens des privilèges d'usure, du moins ne leur permit-il pas l'anatocisme : dans aucune des concessions d'usure, le roi n'en fait mention, bien au contraire : « Après nous défendons encore que nul créancier lettre d'obligation de sa dette ne fasse renouveler ni autre semblable deüe sans lettre, pourquoi le gain du temps passé se convertisse en sort, ni en autre manière d'usure ou intérêt, ni se convertisse en sort ou en dette principale » (4).

L'ordonnance du 6 août 1349 spécifie que « nul creancier,

(1) Ordonnance de Jean le Bon, portant rappel des juifs, § 8. *Ordonn.* T. III, p. 473.

(2) Ordonnance portant confirmation de privilèges aux juifs, §. 8. *Ordonn.*, T. V. p. 490.

(3) *Digeste*, liv. 2, Tit. 6, loi 26, § 1. — Liv. 22, Tit. 13, loi 29. — *Code*, liv. 2, Tit. 12, loi 20. — Liv. 4, Tit. 32, loi 28.

(4) Ordonnance de Philippe le Bel contre l'usure, 1311 § 4. *Ordonn.* T. I, p. 484.

en faisant renouveler ses lettres de créance, ne pourra y faire entrer l'intérêt pour le convertir en principal, sous peine de confiscation de corps et de biens » (1).

Semblablement, quand les Lombards recevaient privilège d'usure dans une ville, l'anatocisme leur était interdit (2). La constitution sur les Juifs de février 1218 décide que la somme prêtée ne produira plus d'intérêt après l'an « *nec debitum curret ultra annum a mutuo facto* » (3). Même disposition dans l'ordonnance de Philippe le Long sur les Juifs en 1318 (4).

Mais en 1387, on est en pleine guerre : Charles VI déclare : « que dorenavant, jusques à dix ans, aucuns prevost, procureurs ne officiers, ne les — les Juifs — pourront approucher ne traire à amende par devant eulx, pour cause des diz abus de montes ne de faire ou avoir fait de montes montes, ne d'autres abus... » (5). Aussi les Juifs « sont prêts et appareilliez de paier libéralement » le roi!

A 86.66 %, en joignant les intérêts au capital chaque semaine, on voit ce que devaient les débiteurs : en principe, il est vrai, les créanciers ne devaient compter qu'après l'an : c'est ce que proclament les ordonnances de 1206 (6), de 1315 (7), etc. Pendant sept ans les Juifs bénéficièrent des dispositions de juillet 1387 : en 1394, « le procureur en la general reformation du royaume » les avait poursuivis pour avoir fait « usures d'usures, » et « prins montes de montes » : ils usaient d'un droit : c'est ce que reconnaît le roi par l'ordonnance du 15 juillet 1394, et il « leur remet et pardonne », mais moyennant six mille francs (8). C'est l'or-

(1) Ordonnance de Philippe de Valois, touchant les foires de Champagne et de Brie, § 21, 6 août 1349. *Ordonn.*, T. II, p. 305.

(2) Lettres du 7 août 1378. *Ordonn.*, T. VI, p. 335.

(3) Constitution sur les juifs, février 1218. *Ordonn.*, T. I, p. 35.

(4) Ordonnance de Philippe le Long sur les juifs, février 1318. *Ordonn.*, T. I, p. 682.

(5) Lettres de Charles VI, juillet 1387. *Ordonn.*, T. VII, p. 171.

(6) § 2. *Ordonn.*, T. I, p. 44.

(7) § 13. *Ordonn.*, T. I, p. 595.

(8) *Ordonn.*, T. VII, p. 643.

donnance du 17 septembre 1394 qui bannira les Juifs à perpétuité, sur « les plaintes et clameurs qui venaient chascun jour des excès et deliz desdiz Juifs ».

III. -- INTERDICTION DE CERTAINS PRÊTS

Les ordonnances, en réglant le prêt à intérêt ont bien soin de prendre certaines précautions relatives soit aux personnes, soit aux gages.

Le Moyen Age a vu des désordres monastiques dont témoignent les grands réformateurs : c'est en vue du maintien de la discipline et de la moralité ecclésiastiques qu'il est interdit aux Juifs de prêter aux moines : « nullus judaeus mutuo tradet monacho, vel canonico regulari, nisi de assensu abbatis, et capituli sui et per literas suas patentes, nec alicui religioso, sine assensu capitanei sui cum literis suis patentibus » (1).

Une mesure inspirée par un sentiment religieux était prise également au sujet des vases sacrés et des ornements d'église : les historiens rapportent de nombreux massacres survenus à la suite de la découverte chez les Juifs, d'hosties, de reliques, de livres saints et de vases sacrés (2). Les ordonnances défendaient aux Juifs, aussi bien qu'aux Lombards de prêter sur ces gages : « nihilque prestabunt judaei, super alicujus modi vasa, vel ornamenta ecclesiastica » (3). « Que ils puissent prester et baillier leurs deniers, sur toutes obligations ou autrement et sur quelconques gaiges excepté saintes reliques, calices, sanctuaires, libres et ournemens ou autres

(1) Ordonnance de Philippe Auguste, 1218. *Ordonn.* T. 1, p. 35. Même disposition dans l'ordonnance de Philippe le Long sur les juifs, février 1318. *Ordonn.*, T. 1., p. 682.

(2) En 1181, la découverte d'une croix et d'un livre d'évangile dans les latrines d'un juif fut le prétexte des mesures prises contre eux. Rigord.

(3) Etablissement sur les juifs de 1206 § 5. *Ordonn.*, T. 1, p. 44.

biens d'église dédiés à Dieu » (1). La défense était pour les emprunteurs autant que pour les prêteurs, car les plus pressants besoins ne pouvaient autoriser de semblables gages.

D'autres prohibitions procédaient d'un ordre d'idées différent : il était interdit de prêter aux travailleurs manuels : « nullus judaeus mutuo tradet alicui christiano, qui propriis manibus laboret, sicuti agricola, sutor, carpentarius et hujusmodi, qui non habent hereditates, vel mobilia unde possint sustentari, nisi laborent propriis manibus » (2). Les emprunts faits par les pauvres devaient en effet retenir plus particulièrement l'attention du roi : ces malheureux n'avaient que leur propre personne à livrer à leurs créanciers (3). Il était également interdit de prêter sur les instruments de travail : « Nullus judaeus accipiet in vadium... aut ferrum carrucae, aut animalia carrucae » (4), « soes, coultres et ferremens de charrue et fers de molins » (5).

Une mesure de police faisait edicter une autre prohibition : afin d'éviter la trop rapide disparition des pièces à conviction, il était interdit de prêter sur vêtements ensanglantés ou fraîchement mouillés : la réputation des usuriers Juifs était assez mauvaise; les Lombards ne sont pas touchés par cette prohibition : « les Juifs ne porront prester sus gage

(1) Ordonnance de Jean le Bon, 1360. *Ordonn.*, T. III, p. 473, mêmes dispositions : constitution de février 1218, § 4. *Ordonn.*, T. I, p. 35. — Etablissement de 1315, § 14. *Ordonn.*, T. I., p. 595. — Ordonnance de 1318, § 3. *Ordonn.*, T. I, p. 682. — Lettres de 1372, § 10. *Ordonn.*, T. V, p. 490. — Lettres du 7 août 1378, § 5. *Ordonn.*, T. VI, p. 335. — Privilèges à 5 Lombards, 1380, § 5. *Ordonn.*, T. VI, p. 477. — Privilèges à 3 Lombards, 1382, § 3. *Ordonn.*, T. VI, p. 652. — Privilèges à 1 Lombard, 1406, § 6. *Ordonn.*, T. IX, p. 131. — Privilèges à des Lombards, 1429, § 6. *Ordonn.*, T. XV, p. 249.

(2) Constitution sur les juifs du domaine du roi, février 1218. *Ordonn.*, T. I, p. 35.

(3) C'est ce qui arrivait : Rigord rapporte qu'à l'avènement de Philippe Auguste, les maisons des juifs étaient pleines de débiteurs chrétiens emprisonnés. Rigord. *De gestis. Philippi Aug.* Tome XVII des *Hist. de France*, p. 8.

(4) Constitution de février 1218, § 4. *Ordonn.*, T. I, p. 35.

(5) Ordonnance de 1360, § 10. *Ordonn.*, T. III, p. 473. — Mêmes dispositions 1318, 1372, 1378, 1380, 1382, 1406, 1429.

sanglant ne sus gage moillié freschement, ne les recevoir en quelque maniere que ce soit » (1).

Enfin le roi prenait une précaution contre ses propres serviteurs que la facilité de se procurer de l'argent à bon compte pouvait tenter : interdiction de prêter sur les meubles de « l'hôtel du Roy ou sur ceux des hôtels de ses enfants, ou autres de son lignage qui sont des fleurs de liz » (2).

III. — LES BÉNÉFICES DU ROI

Nous avons dit que l'intérêt fiscal était le principal motif des prohibitions d'usures édictées par le roi. La preuve en est dans les privilèges qu'il accordait moyennant finances, et dans les importants bénéfices qu'il tirait des privilégiés.

Les usuriers légaux étaient soumis à des impôts spéciaux qui remplissaient les coffres du roi. Les Juifs, bénéficiaires de privilèges universels, versaient des sommes considérables; les impôts sur les Lombards, en rapport avec l'étendue de leurs privilèges, étaient moins importants.

I. — LES DROITS D'ENTRÉE

Pour entrer dans le royaume, les uns et les autres payaient d'abord une forte somme : en 1198, les Juifs obtinrent de rentrer en France grâce aux sommes considérables qu'ils offrirent, et que la gêne de l'Etat fit accepter : le roi soutenait la guerre contre les Anglais et les Flamands (3). Louis X, en 1315, reçut des Juifs 122.500 livres, comme droit d'entrée (4).

L'ordonnance de 1360 octroie de si grands privilèges aux

(1) Etablissement de Louis le Hutin, 1315. *Ordonn.*, T. I., p. 595. — Mêmes dispositions 1206, 1218, 1318.

(2) Privilèges à un Lombard, 1406. *Ordonn.*, T. IX, 131. — Mêmes dispositions : 1378, 1380, 1382, 1429.

(3) Leber. *Collection. Notice sur les juifs*, T. III, p. 398.

(4) Leber, *loc. cit.*, p. 408. Beugnot : *Les Juifs d'Occident*, p. 107.

Juifs « pour certaines sommes de deniers que ils nous devront et seront tenus de payer à l'entrée » (1). Ces droits étaient de 14 florins de Florence de bon poids pour chaque chef de famille et sa femme, et de un florin de Florence et deux gros tournois vieux pour chaque enfant ou domestique (2). Six Lombards reçoivent privilèges d'usure à Mouson, en payant « presentement à nos amez et feaulx tresoriers, ou au changeur de nostre trésor pour nous, la somme de huit cens francs d'or, cette foiz tant seulement » (3).

Quatre Lombards pourront trafiquer à Noyon : ils « paieront presentement d'entrée à notre Trésor à Paris, la somme de cinq cens francs d'or » (4). A Mouson encore, d'autres Lombards en 1406 payent, pour s'établir, un droit de deux cent cinquante livres (5).

II. — LES IMPOTS SPÉCIAUX NORMAUX

Une fois en France, les usuriers sont soumis à des impôts spéciaux :

Dès 1198, Philippe-Auguste soumet les Juifs à une taille ou cens annuel (6). En 1292 et 1299, Philippe le Bel lève

(1) Ordonnance de mars 1360. *Ordonn.*, T. III, . 473. — Le juif Mannequier de Vezon avait négocié le traité et obtenu le fermage des impôts spéciaux : « pour cause de sa peine, travail, diligence, mises et depens qu'il a eu, soufferts et soutenus... en ce poursuivant », le roi lui donne « sur les 14 florins d'entrée, un florin et 2 gros tournois » et « pour la peine, travail et diligence qu'il aura doresnavant à faire l'office des recettes... il prélèvera un florin sur les 7 florins annuels ». Vuitry. *Le régime financier de la France*, Paris 1883, p. 477.

(2) Le système des droits d'entrée et de séjour ne fût pas employé seulement au Moyen Age : en 1567, le gouverneur de Metz, maréchal de la Vieuville, autorise 4 familles juives à venir s'établir dans la ville, moyennant 200 écus comptant et une redevance annuelle de 200 fs messins. Leber, *loc. cit.*, p. 415.

(3) Privilèges à 6 Lombards, 1379. *Ordonn.*, T. VII, p. 715.

(4) Privilèges à 4 Lombards à Noyon, 1381. *Ordonn.*, T. VII, p. 737.

(5) Privilèges à des Lombards à Mouson. *Ordonn.*, T. IX, p. 145.

(6) Lavisse, *loc. cit.*, T. III, I, p. 240 : le produit des juifs était en 1202 de 1.200 livres; en 1217, de 7.550 livres.

également une taille sur les Juifs (1). L'ordonnance de 1360, soumet chaque Juif chef de famille à une redevance annuelle de 7 florins, plus un florin par enfant ou domestique.

En 1378, les Juifs s'engagent à payer au Trésor deux cents francs par semaine (2). « La contribution due par les Juifs était pour le domaine de la couronne une recette ordinaire et permanente, et le règlement général du 28 février 1379, la comprend parmi les revenus domaniaux qu'il énumère » (3). Les princes souverains tiraient des Juifs un revenu analogue : le duc de Bourgogne en 1373, accordait aux Juifs une existence légale, moyennant une redevance de 10.000 livres (4).

Les Lombards payaient comme les Juifs, des impôts annuels, mais naturellement moins élevés, puisqu'ils étaient particuliers : les Lombards payent à Mouson, en 1379, « cent et cinquante francs de pension » (5) ; à Noyon, en 1381, « cens frans d'or » (6) ; à Paris, en 1382, « deux cents livres tournois » (7) ; à Troyes, en 1392, deux cents francs (8) ; à Abbeville, en 1392 (9), à Laon en 1406, en 1429, et en 1461 (10) cent livres Parisis ; à Mouson en 1406, cent cinquante livres (11).

(1) Vuitry, *loc. cit.*, p. 92. C'est un juif, Manassès de Croisy, qui fut chargé de lever cette taille.

(2) Lettres du 9 août 1378. *Ordonn.*, T. VI, p. 339.

(3) Vuitry, *loc. cit.*, p. 483.

(4) Depping, *loc. cit.*, p. 305.

(5) *Ordonn.*, T. VII, p. 715.

(6) *Ordonn.*, T. VII, p. 737.

(7) *Ordonn.*, T. VI, p. 652.

(8) *Ordonn.*, T. VII, p. 787.

(9) *Ordonn.*, T. VII, p. 790.

(10) *Ordonn.*, T. IX, p. 134; T. XV, p. 249; T. XV, p. 248.

(11) *Ordonn.*, T. IX, p. 145. Les Lombards payaient des droits pour s'établir, même s'ils venaient seulement pour faire le commerce et non l'usure. Le roi accordait souvent des privilèges uniquement de commerce : si les Lombards faisaient l'usure, ils encouraient alors les peines ordinaires : voyez le procès d'un Lombard condamné comme usurier à une amende de dix livres tournois gros : l'enquête reconnut qu'il n'était pas usurier mais seulement marchand, et l'argent lui fut rendu. Arrêt du Parlement de l'octave de la Toussaint, 1306, *Olim*. Edit. Beugnot, T. III, p. 189, § 6.

Les droits ne sont pas toujours forfaitaires : un tant pour cent est prélevé par le Trésor sur les opérations commerciales : en 1295, Philippe le Bel « accorde privilèges aux Lombards et Italiens en payant un denier, une obole et une piete par livre des marchandises qu'ils vendront » (1).

En 1315, c'est un impôt annuel sur le capital que le roi prélève sur les étrangers : « cent sols par cent livres de leur avoir » (2).

Outre ces impôts annuels, les Juifs avaient encore à supporter deux autres sortes d'impôts : impôts sur leurs actes judiciaires et droits de sceau (3). Ils étaient obligés de prendre au grand sceau des lettres de commission pour se faire payer de leurs dettes, et des lettres de permission de plaider par procureur : « desquelles grâces et debitis venoit à nostre audience grant prouffit et en estoit l'emolument de nostre grant scel moult accreu et augmenté », disent les lettres de 1393 (4).

L'enregistrement des créances procurait au Trésor de nouveaux profits : l'obligation d'un sceau spécial n'était pas constamment imposée aux Juifs (5), mais comme il était perçu un droit de sceau, on leur en faisait payer le rachat. Même, sous peine d'annulation, un nouvel enregistrement était quelquefois requis, et ils étaient astreints à faire « sceller leurs créances d'un nouveau scel » (6).

(1) *Ordonn.*, T. I, p. 326.

(2) Lettres du 2 juillet 1315. *Ordonn.*, T. I, p. 582.

(3) Ces impôts existaient dès 1202. Voy. Brussel, *loc. cit.*, chap. XXXIX, § IV.

(4) Lettres du 25 sept. 1393. *Ordonn.*, T. VII, p. 580. Ces lettres ajoutent, qu'ayant cessé de payer : « ils vont boire l'argent que la grâce leur couleroit, ou autrement l'appliquent à leur prouffit; lesquelles choses sont de mauvais exemple, en grand diminution de l'emolument de nostre grant scel, et au préjudice de nous... »

(5) Voy. établissement sur les juifs de 1223, § 4. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, T. I, p. 222.

(6) Etabliss. sur les juifs de 1206, § 3. *Ordonn.*, T. I, p. 44.

III. --- LES IMPOTS EXTRAORDINAIRES

(a) CONFIRMATION DE PRIVILÈGES

Ces impôts normaux ne suffisaient pas au Trésor : tolérés, les usuriers étaient toujours sous la menace d'une expulsion : l'usage s'était établi parmi les seigneurs féodaux de faire payer aux Juifs la confirmation de leur établissement, à chaque nouvel avènement. Les rois suivirent l'exemple des seigneurs : Philippe le Long reçut ainsi en 1316, 115.000 livres parisis des Juifs de France et de Navarre (1).

Quand arrivait l'expiration des délais de séjour, le roi donnait volontiers l'autorisation de rester, mais contre bonnes espèces : en 1374, les Juifs payent 3.000 francs d'or pour rester dix ans : « moyennant la somme de trois mille franz d'or que il nous ont baillée, avons prolongé et prolongons ledit temps et terme de vint et six ans, jusques à dix ans après que yceulx termes seront finis, passez et accomplis » (2).

(b) AMENDES

Les privilèges accordés sont strictement limités : c'est l'occasion pour le roi d'infliger des amendes : en 1180, le roi fait arrêter les Juifs et les relâche, moyennant quinze mille marcs (3). En 1328 le Trésor recouvre sur les Juifs, une amende de 5.000 livres tournois : « quondam commissarios in Lingua Occitana super condemnatione judaeorum, 5.000 l. t., qui nundum fuerunt capte super Regem per thesau-

(1) Voy. Brussel, *loc. cit.*, § XXIX. Philippe le Bel, en 1284, avant de monter sur le trône, reçut des juifs 25.000 livres en prenant possession de la Champagne au nom de la comtesse Jeanne, sa femme.

(2) Lettres du 15 octobre 1374. *Ordonn.*, T. VI, p. 44.

(3) Radulphe de Diceto. *Imag. Histor.* Tome XIII des *Histor. de France*, p. 204, cité par Depping, *loc. cit.*, p. 139.

rum » (1). En 1370 ils payent 1.500 francs pour être absous (2). Remission générale leur est accordée moyennant finance, en 1388, « pour toutes les contraventions qu'ils ont pu commettre contre les règlements contenus en leurs lettres de privilèges » (3). En juillet 1394, ils payent 6.000 francs outre plusieurs autres subsides, et le roi leur pardonne leurs méfaits (4); c'est d'ailleurs pour peu de temps, car en septembre ils seront expulsés.

(c) CONFISCATIONS

L'opération la plus lucrative pour le Trésor, ce sont les confiscations. Juifs et Lombards sont traités semblablement: quand le Trésor a besoin de grandes sommes d'argent, il est simple de se les procurer : Juifs et Lombards sont riches des dépouilles des chrétiens, le roi leur fera rendre gorge, mais nullement au profit des volés : à son profit, se faisant ainsi le complice de ceux qu'il punit.

L'expulsion des Juifs en 1181 permet à Philippe-Auguste de s'emparer de leurs immeubles (5). Le roi prit en outre le cinquième du montant de toutes leurs créances et remit le reste aux débiteurs (6), ce qui parut très modéré : il aurait pu prendre tout : « Et poterat totum sibi tollere si voluisset (7) ». En 1306, Philippe le Bel s'empare de tous les biens des Juifs, meubles et immeubles : « les débiteurs n'obtinrent que la remise des intérêts de leur créance et furent obligés de payer le capital au fisc » (8). En 1315, Louis X, rappelant

(1) Viard. *Journaux du Trésor*, p. 2.

(2) Lettres du 18 mai 1370, cité par Vuitry, *loc. cit.*, p. 481.

(3) *Ordonn.*, T. VII, p. 225.

(4) Lettres de rémission du 15 juillet 1394. *Ordonn.*, T. VII, p. 643.

(5) Rigord. *Hist.* XVII, 9.

(6) Albéric, 363.

(7) Guill. Brito, *Hist.*, T. XVII, *Philippidos*, liv. I.

(8) Vuitry, *loc. cit.*, p. 93.

les Juifs, confisque les deux tiers des sommes qui leur sont dues, et leur fait raison de l'autre tiers (1).

En 1330, confiscation de tous les biens des Lombards : « Pour garder justice et raison, dit Philippe de Valois, nous aions fait prendre eux, et leurs biens, par tout notre royaume, là où il ont et pourront estre trouvés » (2).

Le mandement du 2 juin 1340 (3), défend aux débiteurs des Ultramontains et des Juifs de payer leurs dettes à leurs créanciers, sous peine de payer une seconde fois au roi, et leur enjoint de révéler le montant de ces dettes, sur lesquelles les gens des comptes leur feront bonne et grande compositions : « qu'ils viennent dans le mois, par devant nos amés et feaulx gens des comptes, à Paris, pour traitier sur le paiement desdites debtes, nosdittes gens leur feront sur ce bonne courtoisie et grant. »

En 1350, même procédé : le roi confisque les dettes dues aux Lombards usuriers : les débiteurs seront libérés en payant au roi seulement le principal (4).

En 1353, confiscation des biens meubles et immeubles des « Italiens, Lombards et Ultramontains »; le Parlement avait prononcé cette confiscation, par arrêt du 18 juillet (5). Les dettes actives de ces usuriers furent données à la reine Blanche (6).

(1) *Faciatis ad manum nostram exigi et levare, et de tercia parte ipsorum, faciatis... integre responderi* », mandement du 28 juillet 1315. *Ordonn.*, T. XI, p. 435.

(2) Ordonnance du 12 janvier 1330. *Ordonn.*, T. II, p. 59.

(3) *Ordonn.*, T. II, p. 143.

(4) Lettres du 18 sept. 1350. *Ordonn.*, T. IV, p. 80.

(5) *Ordonn.*, T. II, p. 523.

(6) *Ordonn.*, T. III, p. 30. n.

IV. — LES ABUS et LEURS CONSÉQUENCES

RICHESSSE DES USURIERS

Si la main du roi a été dure pour les usuriers quand il les châtiât, il faut dire que généralement ils le méritaient. Des auteurs s'apitoient particulièrement sur le sort des Juifs auxquels « il fallait de l'argent, beaucoup d'argent pour satisfaire aux exigences multiples de l'Eglise, des rois et des seigneurs » et à qui « il ne restait comme unique gagne-pain que l'usure », « le commerce de l'argent leur étant en quelque sorte imposé par l'avidité des rois » (1). C'est aller un peu loin : si les Juifs venaient en France, c'est qu'ils y trouvaient leur intérêt; quand on les avait chassés, ils revenaient et ils payaient même fort cher pour revenir : ils se plaisaient en France : « après une commocion du peuple où ils ont été volés et pillés, leurs parents tués et mis à mort », ils demandent encore à revenir : ils « ont vray propos et volenté de demourer soulz nous et en nostre royaume, plus que soulz quelconque autre prince terrien... » dit Charles VI (2). La certitude de faire de bonnes affaires les attirait, et l'apreté des Juifs n'est pas sans raison proverbiale. « Quand la fortune les secondait, ils oubliant trop tôt les règles de la prudence et négligeaient les moyens de se faire aimer et estimer des chrétiens » (3). Des historiens juifs avouent qu'à la fin du ^{xii}^e siècle, ils avaient quelque peu oublié les préceptes de leur loi et que « l'opulence avait conduit les Juifs de Paris à la luxure » (4). Ils étaient en effet si riches qu'au dire de Rigord, ils possédaient, à l'avènement de Philippe-Auguste, près de

(1) Reinach, *loc. cit.*, p. 146.

(2) Ordonnance sur les juifs de juillet 1387. *Ordonn.*, T. VII, p. 169.

(3) Depping, *loc. cit.*, p. 167.

(4) Usque. *Consolac. de Israël*, 3^e dialogue, cité par Depping, *loc. cit.*, p. 137.

la moitié des immeubles de Paris (1). Puissants, ils ne ménageaient pas leurs débiteurs : le même Rigord assure que leurs maisons étaient pleines de chrétiens qu'ils tenaient captifs et qui s'étaient engagés par serment à ne pas s'enfuir (2). En 1289, les maîtres de l'Echiquier de Normandie sont obligés de donner un arrêt de règlement portant que les chrétiens ne pourront être emprisonnés pour choses dues aux Juifs : « concordatum fuit et praeceptum a magistris, quod pro debitis judaeorum, corpora fidelium non incarcerentur » (3). L'édit du 20 octobre 1363, défend aux chrétiens d'obliger leurs corps, sous peine de nullité : « Et avec ce que aucun crestian ne pusse obligier son corps à aucun juif, mais ou cas que aucune obligation par quelconque manière et soubz quelconque scellé, privilège ou autre, en seroit faite, nous quant au corps, voulons qu'elle soit de nulle valüe » (4). Même interdiction en 1393 : « vous ne souffrès le corps d'aucuns chrestiens detenus prisonniers pour quelconque dette qu'ils doient aux dis Juifs..., defence expresse aux tabellions et notaires, que nulle obligation ne recoivent de chrestien quelconque, pour aucuns Juifs, en laquelle la personne dudit chrestian leur soit obligée à tenir prinson » (5).

EXCÈS DES USURES

Les ordonnances s'attachaient à limiter strictement le taux de l'intérêt, et nous avons vu combien elles étaient larges : cela ne suffisait pas aux usuriers. L'interdiction de l'usure aux chrétiens, en restreignant la concurrence, permettait des abus plus grands. Déjà Innocent III le remarquait :

(1) Ubi longam habentes conversationem in tantum ditati sunt quod fere medietatem totius civitatis sibi vindicaverant. Rigord. *De gestis Philippi Aug.*, T. XVII des *Hist.*, pages 8 et 9.

(2) « Alii Parisiis in domibus judaeorum sub juramento adstricti, quasi in carcere tenebantur captivi. » Rigord, *id.*

(3) Liv. 8. just. fol. 31, cité par Brussel, *loc. cit.*, ch. XXXIX, § XXX.

(4) *Ordonn.*, T. III, p. 642.

(5) Lettres du 4 février 1393. *Ordonn.*, T. VII, p. 589.

« quanto amplius Christiana religio ab exactione compescitur usurarum, tanto gravius super his judaeorum perfidia insolescit, ita quod brevi tempore christianorum exhauriunt facultates » (1). Les excès de toute sorte étaient fréquents : le plus commun était la reconnaissance de dettes plus élevées que les véritables; l'établissement de 1206, exige que le débiteur et le prêteur jurent que le prêt est bien de la somme indiquée : « quando autem debitor suum praestitum accipiet a judaeo, uterque tam judaeus, quam debitor, jurabunt, quod ipse debitor tantum receperit, quantum in scripto conventionis dicetur, et quod judaeo per conventionem nihil dederit. Et si quis illorum exinde convictus fuerit, judaeus amittet debitum suum, et debitor in misericordiâ domini regis remanebit » (2). L'histoire de ce Jean de Germolles dont nous avons déjà parlé est significative : il avait reçu 140 florins et reconnaissait en devoir 2.200! Ce grand seigneur était l'ami du Pape, du Roy et du duc de Bourgogne... Comment devaient être traités les petits emprunteurs ? « Les casseniers, usuriers sont si cauteleurs et si malicieux, dit l'ordonnance de 1330, qu'ils font faire leurs obligations à leur volonté, et si sont si ben faites que à peine il peut nul contradire; et les fortifient de serement, et de renonciations à leur volonté, si et en tele manière, que avant qu'il en fust cogneult pleyt, en costeroit plus au debteur, qu'il ne pourroit avoir de prouffit, en recouvrant l'usure... » (3).

Aussi le roi, quand il révoque les privilèges accordés peut-il invoquer « mercaturas illicitas » (4), « fraudes et malitias » (5), « les grands abus qu'ils ont fais et qui sont venus à sa cognoissance » (6), « les crimes, excès et déliz, en maintes

(1) Cité par Thomassin, *loc. cit.*, p. 360.

(2) Etablissement de 1206 sur les juifs, § 6. *Ordonn.*, T. I. p. 44 et T. XI, p. 291. *Histor.*, T. XVII, p. 427.

(3) Ordonnance de Ph. VI contre les usuriers. *Ordonn.*, T. II, p. 59.

(4) Lettres de 1316. *Ordonn.*, T. I, p. 630.

(5) Ordonnance de 1320. *Ordonn.*, T. I, p. 749.

(6) Edit du 20 oct. 1363. *Ordonn.*, T. III, p. 642.

manières, spécialement contre sa foy, et aussi contre le contenu des lettres octroyées » (1).

Juifs et Lombards n'hésitaient pas à « excéder les termes et la teneur de leurs privilèges » (2), « les subgiez du royaume » en étaient « moult grevez et domagez » (3), et « la clamour du peuple en venait au roi » (4), « plusieurs grans plaintes et clameurs lui venoient chascun jour des excès et deliz que les diz Juifs faisoient et font chascun jour sur les christians » (5).

RECÉLEURS

« Ce n'est pas pour s'être livrés à l'agriculture, à la milice ou à toute autre profession honnête et utile qu'ils remplissent leurs granges de fruits, leurs celliers de vins, leurs comptoirs d'espèces, leurs coffres d'or et d'argent, écrit Pierre le Vénérable à Louis VII. Ils entassent ce qu'ils ont frauduleusement soustrait aux chrétiens, et acquièrent à vil prix les choses les plus précieuses qu'ils achètent des voleurs. Lorsqu'un brigand enlève de nuit des vases sacrés, des calices, des encensoirs, il se réfugie chez les Juifs et leur vend les objets de son vol (6) ».

Innocent III prend l'accusation à son compte et écrit au roi : « Les maisons des Juifs restent ouvertes jusqu'au milieu de la nuit et servent à receler les biens volés » (7).

Cette accusation de recel ne devait pas être sans fondement, aussi bien pour les Juifs que pour les Lombards, à en juger par le nombre des textes qui règlent la question. Juifs et Lombards se prétendent victimes de la malveillance

(1) Etablissem. de sept. 1394. *Ordonn.*, T. VII, p. 675.

(2) Lettres de 1394. *Ordonn.*, T. VII, p. 643.

(3) Ordonnance du 14 mai 1358. *Ordonn.*, T. III, p. 224.

(4) Ordonnance de 1330. *Ordonn.*, T. VII, p. 675.

(5) Etablissem. de sept. 1394. *Ordonn.*, T. VII, p. 675.

(6) *Epist. Petri Venerab. ad Ludovicum, reg. Franc.*, dans le Tome XV des *Histor.*, p. 641.

(7) Tome II des *Diplomata* de Brequigny et Dutheil, lettre de 1208.

des accusateurs : « pour ce que par aventure, aucuns chrestiens ou autres malveillans ou hayneux ausdiz Juys et juyves, et lesquelx ils voudroient villener grever et dom-mager » (1). Ces gens mettent des objets dans la maison des usuriers, puis les accusent de les avoir volés : aussi quand ils achètent des privilèges, Juifs et Lombards font-ils déclarer par le roi : « que se en leurs hostelz et domiciles estoyent trouvez aucuns biens qui leur feussent baillicz en gaiges, lesquels biens aucuns voulissent poursuivre pour emblez, qu'ils n'en puissent estre poursuiz, approuchiez ou moles-tez aucunement » (2).

II. --- MESURES DE PRÉCAUTION

Des mesures de précaution s'imposent contre les abus des usuriers : le roi ne peut laisser ses sujets à leur merci. Une mesure très simple consiste à exiger l'enregistrement de toutes les créances, ou l'apposition d'un sceau sur les écrits. C'est ce que décide l'établissement de 1206 : obligation d'un sceau : le recouvrement de toute créance non scellée ne pourra être poursuivi en justice, à moins que le prêteur n'ait en sa possession des gages (3). Le sceau ancien, qui proba-blement avait été contrefait, ne sera plus valable et toute dette devra être scellée à nouveau (4). Le nouveau sceau sera remis à la garde de deux prudhommes, gens de la meil-

(1) Ordonnance de 1360. *Ordonn.*, T. III, p. 473.

(2) Privilèges à 5 Lombards à Troyes, § 9, 1380. *Ordonn.*, T. VI, p. 477. Voir également : lettres du 7 août 1378, § 9. *O.* VI, 335; lettres du 18 juil-let 1372. *O.* V, 490; lettres de mai 1382. *O.* VI, 652; privilèges à des Lombards 1406. *O.* IX, p. 131 et 134 et 1429. *O.* XV, p. 249.

(3) « Praeterea si judaeus sine sigillo aliquid praestaverit, exinde non respondebitur ei, nisi habeat vadium ex auro, vel argento, vestibus, ved ani-malibus ». Etablissem. de 1206, § 7. *Ordonn.*, T. I, p. 44.

(4) Infra cicam (certam) diem, quac a baillivis domini regis statuta fuerit, facient judaei universa debita sua, sigillari in novis sigillis, et si infra diem statutam non fuerint sigillata, ex tunc in antea non reddetur eis aliquid, quod exigant per vetera sigilla, *id.*, § 3.

leure renommée (1), et dans chaque ville il n'y aura qu'un seul écrivain des lettres des juifs (2).

En 1218, la constitution sur les Juifs et l'usure (3), décide que les Juifs de Normandie feront « registrer » les sommes qui leur sont dues.

L'obligation du sceau est supprimée par Louis VII, mais l'enregistrement des dettes est exigé (4). Saint Louis décide pareillement que les Juifs seront tenus de faire viser toutes les lettres de leurs prêts, sous peine de nullité (5).

La méfiance du saint roi était excitée par les procédés des usuriers : recéleurs et voleurs vont de pair : il décide en 1234 que les Juifs ne pourront recevoir aucun gage qu'en présence de gens dignes de foi, et que s'ils y manquent leurs meubles ou « cateux » seront confisqués (6). Une

(1) Duo quidem de probioribus viris cujuslibet villae, custodient sigillum judaeorum, alter videlicet sigillum, et reliquas ruttam. Et ipsi jurabunt super sacrosancta, quod nullum ponent inscriptum ad aliquod debitum, cujus non habeant bonam notitiam, vel per se, vel per alium. *Id.*, § 8.

(2) In unaquaque villa erit unus scriptor literatum judaeorum, et ille dabit securitatem quod legitime scribet, et officium illud legitime faciet. *Id.*, § 9. — En 1395, en Dauphiné, comme les notaires ignorants se laissaient tromper, les lettres du 25 février décident que tous les contrats des juifs seront reçus par le notaire Nicoletti ou les notaires qu'il désignera. *Ordonn.*, T. VIII, p. 57.

(3) *Ordonn.*, T. I, p. 35.

(4) « Judaei de caetero sigilla non habebunt ad sigillandum debita sua. — Debent etiam judaei facere inrotulari, autoritate dominorum quibus subsunt, universa debita sua, infra instans festum. Purificationis beatae Mariae : ita quod de debitis quae tunc inrotulata non fuerint, sicut dictum est, non respondebitur judaeis de caetero, nec eis reddetur ». Etabliss. de novembre 1223 touchant les juifs. Isambert., I. I, p. 222.

(5) « Adjunctum est insuper quod omnes judaei literas quascumque habent de debitis suis non dent, Dominis suis infra festum omnium sanctorum; alioquin non valebunt literae ille, nec eis ex tunc uti poterunt judei ad petenda debita sua ». Etabliss. sur les juifs de déc. 1230, § 6. *Ordonn.*, T. I, p. 53. — Voir sur l'enregistrement des dettes des juifs, l'ordonnance d'avril 1317. O., II, 646; l'ordonnance de février 1318. O., I, 682; l'ordonnance de mars 1360. O., III, 473; les lettres du 4 février 1393. O., VII, 589.

(6) Praeceptum est autem quod judaei nullum vadium accipiant, nisi per testimonium bonorum hominum et fide dignorum, quia si aliqua vadia penes ipsos inventa fuerint, de quibus bonam garanticionem non habuerint : catalogum suum amittent, et per jus tanquam christiani deducuntur. Lettres sur les juifs. § 3. *Ordonn.*, T. I, p. 54.

autre mesure de précaution contre les Juifs en particulier était l'institution des « auditeurs des Juifs » et des « juges et gardiens ou conservateurs de leurs privilèges » (1). C'était un privilège qu'on leur accordait et cependant c'était un moyen de les surveiller. Peu de temps avant l'expulsion de septembre 1394, ils obtinrent de Charles VI « de grâce especial, que doresnavant ilz n'auraient plus aucun conservateur » et qu'ils « auraient les juges ordinaires » (2).

L'obligation de la marque était une mesure de police : c'était « un signe notable et apparent (3), afin que différence soit faite de eulx aux cretiens et que d'iceulx juys l'en puisse avoir meilleure et plus clere congnoissance » (4). Ordonnée en accord avec les décisions des Conciles (5), c'était plutôt une mesure inspirée par la différence de religion et de mœurs (6). Le ghetto était une mesure du même genre.

III. --- HAINES POPULAIRES

Les Juifs, en effet, plus encore que les Lombards, restaient étrangers dans le pays : religion, coutumes, langue, tout les séparait des indigènes, et comme ils s'enrichissaient des malheurs et au détriment du peuple, une haine farouche les enveloppait : « plusieurs personnes leurs debtteurs et autres leurs malveillans, leur font de jour en jour et s'efforcent de faire de parole et de fait, plusieurs opprobres,

(1) Lettres du 5 juillet 1359. *Ordonn.*, T. III, p. 351; Ordonnance de mars 1360. *O.*, III, 473; Lettres du 4 octobre 1364. *O.* IV, 496.

(2) Lettres du 15 juillet 1394. *Ordonn.*, T. VII, p. 643.

(3) « Unam rotam de feutro, seu panno croceo, in superiori veste consutam ante pectus et retro ». Ordonnance de 1269. *Ordonn.*, T. I, p. 294.

(4) Ordonnance sur les juifs de 1362, § 2. *Ordonn.*, T. III, p. 603.

(5) Concile de Narbonne 1229, et de Toulouse. *Concilia*, T. I, p. 304 et T. II, p. 727.

(6) C'était aussi une mesure fiscale : le roi faisait fournir la rouelle par ses officiers de judicature et les juifs la payaient. Brussel, *loc. cit.*, chap. XXXIX, § XXII.

injures et vilénies, come de mettre la main à eulx, et de les arrêter de fait, et leur oster leurs chappeaulx et barettes, les battre et ferir, tant de cousteaulx come de bastons, et autrement attempter contre leurs personnes et biens », dit un mandement de Charles VI (1). C'était là la même monnaie journalière. L'histoire des Juifs au Moyen Âge est pleine de faits qui attestent la haine dont ils étaient l'objet (2). Une calamité s'abat sur le pays, on en accuse aussitôt les Juifs. En 1321, les lépreux et les Juifs furent accusés d'empoisonner les fontaines et massacrés en grand nombre (3). Lors de la grande peste de 1347-1348, c'est aux Juifs que l'on s'en prend (4). Les désordres qui eurent lieu au début du règne de Charles VI, furent l'occasion de massacres de Juifs (5). La foule demande l'abolition des aides et l'expulsion des Juifs et des usuriers. L'impôt et l'usure accablent semblablement le peuple. La haine contre les Juifs provenait moins de leur religion que de leurs exactions. Les Lombards qui étaient chrétiens, étaient l'objet de la même antipathie. Les usuriers français, qui bravaient les lois ecclésiastiques et civiles, étaient regardés par le peuple comme des reprobates : souvent la vengeance du ciel s'abattait sur eux d'une manière terrifiante (6).

(1) Mandem. de Ch. VI portant défense d'injurier les juifs, 1345. *Ordonn.*, T. XII, p. 182.

(2) Un véritable martyrologe a été dressé par les auteurs israélites. La Synagogue a ses martyrs et ses saints comme elle a ses hérétiques. voir Benartzi, *op. cit.*, p. 109. Les disputes entre juifs et chrétiens les acolytes du rabbi Salomon de Montpellier eurent le même résultat par leurs conclusions : naïves qui ne pensaient pas comme eux.

(3) Lavisse, T. III, 2, p. 221.

(4) Lavisse, T. IV, 1, p. 87. Le pape Clément VI interdit les violences dont ils étaient victimes et leur donna asile.

(5) Voy. Lavisse, T. IV, 1, liv. IV, chap. II.

(6) « Apud Massilienses et Narbonenses, Christiani, opprobriis ferrea ignis discerunt per tota milia Christianos postea viros est tutum in flammis cognoscant asterunt, et cum de sacris et aliis sacris morte delinquentes est » — *Marius Maximus* *historiarum*. A Paris. Paris et Paris conscriptum Hist. des Juifs, T. 21, p. 768, E.

IV. -- EXPULSIONS

Aussi bien, c'étaient les révoltes populaires qui forçaient souvent les rois à expulser les usuriers, Juifs et Lombards. Le roi en profitait pour confisquer leurs biens; on trouve cependant des exemples d'expulsions sans confiscations : saint Louis en 1268, chasse les Lombards Caoreins et autres usuriers, sans confisquer leurs biens et en prenant soin au contraire de leur faire rembourser leurs créances (1). Philippe le Hardi agit de même en 1274 (2).

L'expulsion des Juifs en Bretagne en 1239, fut ordonnée par les Etats du duché : « on força le duc à promettre par serment pour lui et ses descendants, et sous peine d'excommunication, de ne jamais admettre de Juifs dans le duché et de ne pas souffrir qu'aucun de ses sujets en eut dans ses terres » (3).

Enfin, la grande expulsion de 1394, faite sans confiscation, résulta clairement de la volonté du peuple. Charles VI, fut obligé de céder sous la pression de la magistrature. Le « procureur en la générale reformation du royaume » avait poursuivi les Juifs « pour estre puniz criminelement » et avait « prins et detenu prisonniers en la Consiergerie plusieurs des plus notables » : le roi, par les lettres du 15 juillet « leur restitua leurs corps et leurs biens quelconques pour ce et arrestés, et les mit à pleine delivrance et hors du tout ladite reformation, imposant sur ce silence perpetuel à son

(1) En payant seulement le principal, il est vrai, mais l'usure était considérée comme un vol. Lettres closes de janvier 1268. *Ordonn.*, T. I, p. 96.

(2) Mandement d'août 1274. *Ordonn.*, T. I, p. 298.

(3) Depping, *loc. cit.*, p. 200 « Noveritis quod nos ad precessionem episcoporum, abbatum, baronum ac vassalorum Britanniae, et pensata voluntate totius terrae, ejecimus omnes judaeos de Britannia, etc... » Proclamation du duc de Bretagne, Jean 1^{er}, dit le Roux, qui régna de 1237 à 1286 et accompagna saint Louis à la 8^e croisade; datée de Ploërmel 1239, publiée par Lobineau, *Histoire de Bretagne*, T. II, p. 391-392.

procureur et à ses réformateurs (1) ». Les Juifs avaient payé ce pardon six mille francs. Cette lutte entre le roi et ses oncles et la magistrature se termina par l'établissement du 17 septembre 1394, publié au Châtelet le 28 octobre, et donné « par le roy en son conseil, messeigneurs les ducs de Berry, d'Orléans et de Bourbonnais, le chancelier, le vicomte de Meleun et plusieurs autres, presens » (2).

(1) Lettres du 15 juillet 1394. *Ordonn.*, T. VII, p. 643.

(2) Etablissement ou constitution portant bannissement des juifs à perpétuité. *Ordonn.*, T. VII, p. 675.

L'USURE APRÈS LE MOYEN-AGE

Le début des temps modernes est marqué par les grands faits économiques et sociaux des découvertes maritimes, de la Renaissance païenne et de la Réforme protestante. La plus grande sécurité des communications et la multiplication des débouchés, amènent le développement du commerce et de la richesse publique. Les mines du nouveau monde jettent sur le marché européen les métaux précieux en abondance. Le commerce n'est plus entre les mains d'étrangers : les Juifs, expulsés en droit, ne subsistent plus que dans certaines provinces, ou cachés sous des noms divers (1).

L'abondance des capitaux disponibles se heurte à la prohibition du prêt à intérêt. L'usage des rentes constituées se développe considérablement : l'Etat adopte cette forme d'emprunt, et c'est l'origine de notre dette publique. En 1522, François I^{er} emprunte sur l'Hôtel de Ville 200.000 livres à 8 1/3 % par an. Henri II laisse 543.000 livres de

(1) Ils ne furent expulsés de Provence que par Louis XII en 1501, et passèrent dans le comtat Venaissin où se trouvaient un grand nombre de leurs coreligionnaires. Les juifs de Bordeaux, convertis en apparence, étaient appelés Portugais ou nouveaux chrétiens : les lettres patentes du 22 décembre 1550, confirmées en novembre 1574, les font bénéficier de tous les privilèges dont jouissent les sujets du roi; les lettres patentes de Meudon, de juin 1723 confirment leurs privilèges et les désignent officiellement sous le nom de juifs : ils payèrent pour ces lettres, un droit de 110.000 livres. Voy. Leber, *loc. cit.*, p. 411 et suiv. — Des communautés juives subsistèrent en Dauphiné, à Bayonne, en Alsace, en Lorraine.

rentes constituées sur les villes, et une dette exigible de 17 millions. Le taux de ces rentes qui était de 10 % à la fin du XIII^e siècle, s'abaisse rapidement au XVI^e : leur taux normal est de 8 1/3 %, l'édit de juin 1572, défend de les constituer au dessus de 6 %, sous peine de confiscation tant du capital que de la rente et des intérêts (1).

Mais ces rentes perpétuelles ne pouvaient convenir aux placements à court terme, le commerce était entravé constamment et contraint de se réfugier dans les expédients et les fraudes.

Précisément à la même époque, la Renaissance païenne ranime l'esprit antique dans ses mœurs et dans ses lois : le prêt à intérêt, couramment pratiqué à Rome, apparaît comme logique et naturel. Le libre examen, mis en honneur par la Réforme protestante, s'attaque tout à la fois aux deux bases qui soutenaient la prohibition : l'autorité presque sacrée du Stagirite ne le défend pas contre les critiques, et les textes de l'Écriture sont soumis à une analyse précise.

Si Luther compare les prêteurs à des voleurs, Calvin prend violemment à partie la maxime : « nummus nummum non parit » et en montre la fragilité : « qui doute que l'argent que l'on n'emploie pas soit une richesse inutile, dit-il ? Celui qui demande à un emprunteur un capital veut apparemment s'en servir comme d'un instrument de production (2). Ce n'est donc pas de l'argent même que provient le bénéfice, mais de l'emploi qu'on en fait » (3).

Dumoulin s'efforce de prouver, d'après les textes sacrés, que les usures modérées sont permises; il critique les détours frauduleux qu'engendraient les prohibitions, et il met en

(1) Isamb., T. XIV, p. 252. Cet édit fut d'ailleurs révoqué par une déclaration de mars 1574. Isamb., *id.*, p. 261.

(2) De ceci se dégagent nettement les deux points de vue opposés : les prohibitionnistes ont surtout en vue les prêts à la consommation; les partisans de la liberté envisagent plutôt les prêts à la production.

(3) Calvin. *Lettres*.

lumière cette contradiction remarquable : l'interdiction des usures par le roi et les privilèges d'usure accordés « moyennant gros butin, à qui il lui plaît » (1).

Les auteurs orthodoxes et parmi eux, les plus grands esprits, n'étaient cependant pas convaincus par les nouveaux arguments. Le Parlement de Paris résistera jusqu'à la fin (2).

Domat, Pothier, conclueront en faveur de la prohibition. Bossuet établira que l'usure est défendue à tous les hommes envers tous les hommes, l'usure, c'est-à-dire tout profit qu'on stipule ou qu'on exige au delà du prêt.

Aussi, devant les attaques, les ordonnances royales résistent et aggravent les prohibitions.

L'ordonnance de 1510 sur la réformation de la justice enjoint de poursuivre les usuriers (art. 64), interdit à tout notaire de recevoir aucun contrat usuraire (art. 65) et promet la tierce partie des amendes à ceux qui dénonceront à la justice les usuriers : « afin que chacun soit plus enclin de dénoncer ceux qui commettent telles usures » (art. 66) (3).

L'ordonnance d'Orléans, de janvier 1560, rendue sur les doléances et remontrances des Etats généraux, et signée du chancelier de l'Hospital, édicte en son article 142 : « Défendons à tous marchands et autres, de quelque qualité qu'ils soient, de supposer aucun prest de marchandise, appelé perte de finance, laquelle se fait par revente de la même marchandise à personne supposée. Et ce, à peine contre ceux qui en useront en quelque sorte qu'elle soit déguisée, de punition corporelle et confiscation de biens, sans que nos juges puissent modérer la peine » (4).

(1) Dumoulin, *des Usures*, 66.

(2) Voir l'arrêt de règlement du 10 janvier 1777, qui ordonne l'exécution des anciennes ordonnances sur l'usure.

(3) Isamb., T. XI, p. 600.

(4) Isamb., T. XIV, p. 96.

Un mandement de janvier 1567 prescrit la recherche et la poursuite des usuriers (1).

L'ordonnance de Charles IX, donnée à Fontainebleau en mars 1567 prohibe l'usure sous peine de confiscation totale et en cas de récidive de bannissement à perpétuité (2).

Le mandement contre l'usure de 1576 précise le motif du redoublement des prohibitions : « Ayant le malheur de ce siècle apporté quelque relasche et impunité à ceux qui se sont addonnez à l'exercice des usures, tant par la connivence et dissimulation de nos officiers ordinaires, que d'autres par cy devant à ce particulièrement commis et députés en diverses provinces de notre royaume » et il édicte des peines redoutables d'amende et de punition corporelle : « défense à toute personne de quelque état, qualité ou condition qu'ils soient, d'exercer usures par eux ou gens attiltrez et interposés, ni de prester deniers ou marchandises, sous prétexte du commerce public, à interest, soit sur gage par déguisement d'obligations et contrats... sur peine de punition corporelle : avec injonction à toutes personnes qui en scavent et congnissent aucuns d'en venir à révélation à justice, sur peine de mi livres parisis d'amende et de punition corporelle » (3).

En 1577, une déclaration royale rappelle la procédure à suivre contre les usuriers (4) et l'ordonnance de Blois sur la police générale du royaume, 1579, proclame à nouveau la prohibition, promettant le quart des amendes aux dénonciateurs : « Faisons inhibitions et défenses à toutes personnes, de quelque estat, sexe et condition qu'elles soient,

(1) Isamb., T. XIV, p. 220.

(2) « Et pour du tout décharger et extirper les usures de nos pays... nous suivant plusieurs édits et ordonnances de nos prédécesseurs, avons icelles usures prohibé et défendu, prohibons et défendons, sur peine de confiscation de tous les biens, meubles et immeubles... Et où lesdites personnes seroient continuants à commettre lesdites usures, voulons et ordonnons iceux être bannis à perpétuité hors de notre royaume... » Isamb., *loc. cit.*, T. XXIV, p. 328-29.

(3) Isamb., T. XIV, p. 307-308.

(4) Isamb., T. XIV, p. 319.

d'exercer aucune usure, ou prêter deniers à profit et intérêt, ou bailler marchandise à perte de finance, par eux ou par autre, encore que ce fut sous prétexte de commerce. Et ce sur peine pour la première fois d'amende honorable, bannissement et condamnation de grosses amendes, dont le quart sera adjugé aux dénonciateurs, et pour la seconde, confiscations de corps et de biens » (1).

En 1586 des lettres patentes se préoccupèrent de la poursuite et de la répression des usuriers (2) et le code Michaud, en janvier 1629, défendra encore « toutes sortes d'usures » « sous peine de confiscation des sommes principales et condamnation d'amendes » (3).

Jusqu'à la Révolution, la doctrine royale restera semblable et cependant la pratique sera faite de compromissions et de tolérances.

Dans le Midi, la survivance du droit romain avait maintenu indéracinable la tradition du prêt à intérêt, les Parlements n'exécutaient pas les ordonnances (4). Le privilège des foires de Lyon était confirmé en 1580, 1601, 1634, 1665 et dans cette ville, comme à Nantes, le privilège des marchands s'étendait insensiblement aux particuliers.

C'est que, contre la prohibition se dressaient tous les intérêts coalisés : dans les temps modernes, comme au moyen âge, l'Eglise et le Roi seront impuissants ; la loi pouvait être rigoureuse, elle se brisait dans l'application. Aussi bien, le roi était-il le premier coupable : il édictait la loi et s'en jouait : Saint Louis, roi véritablement chrétien, fut le seul qui respecta les décrets de l'Eglise et qui maintint l'interdiction de l'usure pour les Juifs comme pour les Lombards et les chrétiens. Tous les autres princes, devant les besoins de leur trésor, n'hésitaient pas à monnayer leur

(1) Isamb., T. XIV, p. 428-29.

(2) Lettres patentes de janvier 1586. Isamb., T. XIV, p. 597.

(3) Isamb., T. XVI, p. 268.

(4) Voy. Troplong, *loc. cit.*, p. CLII et 280.

puissance : interdire en principe l'usure et « moyennant finance » la permettre à quelques-uns, qu'ils soient Juifs, Lombards ou chrétiens, telle fut la règle de conduite des princes au Moyen Age. La morale et la religion ne servaient qu'à couvrir une opération financière. L'avidité du fisc trouvait un auxiliaire dans les besoins économiques et dans cette dure nécessité devant qui tout fléchit, la religion des politiques et l'orgueil des monarques : quand la succession d'Espagne mettra la France aux abois, on verra Louis XIV emprunter à 400 % à Samuel Bernard, Juif, chevalier de l'ordre de Saint-Michel, comte de Coubert et conseiller d'Etat.

Vu par le président de la thèse,
Paris, 12 Novembre 1922,

VU :
L'assesseur du Doyen,
TRUCHY.

E. CHÉNON.

Vu et permis d'imprimer,
Le recteur de l'Académie de Paris :

P. APPEL.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA PROHIBITION DE L'USURE

I

L'USURE A ROME

LE DROIT ET LES FAITS	Pages 5
-------------------------------	------------

II

LA DOCTRINE DE L'ÉGLISE

1. LES PÈRES DE L'ÉGLISE.	7
<i>L'argument économique et l'argument moral.</i>	
2. LES CONCILES ET LES PAPES . . .	9
<i>L'interdiction de l'usure étendue progressivement des Clercs aux Laïcs.</i>	

III

LA SOCIÉTÉ FÉODALE ET

LES NÉCESSITÉS ÉCONOMIQUES

L'ÉTAT ÉCONOMIQUE DE LA FRANCE AU MOYEN-AGE. . . .	11
<i>Guerres, Famine, Croisades.</i>	
EMPRUNTS DU ROI, DES SEIGNEURS, DU PEUPLE . . .	12
<i>Prêts à la consommation et à la production,</i>	

IV

LA LOI CIVILE

	Pages
Le principe : PROHIBITION	
1. MOTIFS INVOQUÉS.	17
A. La loi religieuse.	
B. L'intérêt des peuples.	
2. LE VRAI MOTIF : UN BUT FISCAL	18
<i>Les princes se disputent les usuriers.</i>	
<i>L'usure, droit régalien.</i>	

DEUXIÈME PARTIE

LA PRATIQUE DE L'USURE

I

LES CHRÉTIENS

I

LES PRÊTEURS CHRÉTIENS

PRÊTS ET USURES.	23
--------------------------	----

II

LES EXPÉDIENTS ET LES FRAUDES

DIVERS PROCÉDÉS EMPLOYÉS POUR TOURNER LA PROHIBITION.	25
--	----

III

LES TOLÉRANCES D'USURE

1. TOLÉRANCES POUR LES BESOINS DU COMMERCE : FOIRES	29
2. TOLÉRANCES DIVERSES : HORS DES FOIRES	30

IV

LES PRIVILÈGES D'USURE

1. PRIVILÈGES D'USURE ACCORDÉS A DES VILLÈS ET A DES PROVINCES	31
2. LE CÔTÉ FISCAL DE CES PRIVILÈGES.	22

II

LES LOMBARDS ET LES JUIFS

Le rôle économique des Juifs et des Lombards. Raisons de ce rôle

I

PRIVILÈGES OCTROYES

1. PRIVILÈGES ET MONOPOLES DE TEMPS ET DE LIEUX.	37
2. PRIVILÈGES DIVERS.	40

II

RESTRICTIONS

1. LIMITATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT.	41
2. L'ANATOCISME.	44
3. INTERDICTION DE CERTAINS PRÊTS.	45

